

**Les analyses de l'engagement associatif
en Russie**

Françoise Daucé

Les analyses de l'engagement associatif en Russie

Françoise Daucé¹

Résumé

Les mobilisations collectives en Russie post-soviétique ont généralement suscité l'étonnement occidental en raison de leur faiblesse numérique et de leur incapacité à favoriser durablement la formation d'un système démocratique dans ce pays. Cette surprise peut s'expliquer par l'inadaptation des instruments mobilisés pour leur étude. Les travaux sur les mobilisations associatives, et sur la société civile en général, ont longtemps repris les postulats les plus communément admis relatifs à la modernisation des mouvements sociaux dans un contexte politique et économique libéral. Les décideurs russes et occidentaux, soucieux de transition, ont manifesté le désir de favoriser en Russie la constitution d'associations indépendantes de l'Etat susceptibles de fonder une société civile et de constituer un contre-pouvoir. Si le début des années 1990 en Russie a laissé entrevoir un rapprochement entre les pratiques associatives russes et occidentales, autour de notions comme celles d'« entrepreneur de mobilisation », de « professionnalisation » ou de « frustration », les évolutions ultérieures ont montré l'inadéquation de ces concepts pour comprendre la complexité des associations post-soviétiques. Ce numéro de « Questions de recherche » souhaite donc faire de nouvelles propositions théoriques pour étudier les associations en Russie. Ces dernières sont placées au carrefour de plusieurs grammaires, où les principes civiques et libéraux se combinent avec des préoccupations domestiques et patriotiques. Cette complexité, qui s'oppose à une vision purement libérale des associations, a suscité la convergence des critiques contre leur action. Pour mettre au jour cette complexité tant des pratiques que des critiques, les instruments fournis par la sociologie du proche, pragmatique et multiculturaliste, nous semblent pertinents pour montrer la diversité des liens politiques et sociaux qui animent les militants en Russie aujourd'hui.

Abstract

Collective mobilizations in post-Soviet Russia constitute an enigma for Western political sociology due to their numerical weakness and their incapacity to strengthen democratic practices in the country. This perplexity can be explained by the unsuitability of the research tools used for their study. Academic research on social mobilization has long been based primarily on postulates concerning the modernization of social movements in an economically and politically liberal context. Western and Russian leaders involved in the transition process demonstrated a will to foster the constitution of organizations independent from the State and the creation of a civil society as an opposition force. In the early 90's, the practices of voluntary organizations in Russia became closer to Western ones. Notions such as "associative entrepreneurship", "professionalization" or "frustration" were shared by Russian movements. However, later evolutions showed the unsuitability of these concepts to understanding the full complexity of these movements. That is why this issue of "Research in question" aims to suggest new theoretical perspectives for studying associations in Russia. These are at the crossroads of various grammars, where civic and liberal principles are combined with domestic and patriotic preoccupations. This complexity, which resists a purely liberal vision of social organizations, draws convergent criticisms against their action. In order to investigate this complexity of practices as well as criticisms, the tools produced by a pragmatic and multiculturalist sociology are useful to show the diversity of social and political bonds that link militants in contemporary Russia.

¹ Françoise Daucé est maître de conférences à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand où elle enseigne l'histoire soviétique et la vie politique russe. Contact : daucef@yahoo.fr

INTRODUCTION

Plus de dix ans après la disparition de l'URSS, la vie politique en Russie est caractérisée par la mise en place d'un régime autoritaire et la disparition progressive du pluralisme politique au niveau fédéral comme dans les régions. Les dernières élections, en 2003 et 2004, ont consacré la domination du parti du pouvoir, *Edinaïa Rossia* et de son leader, le président Vladimir Poutine. Face à cette monopolisation de la vie politique, les projets démocratiques du début des années 1990 semblent bien loin et la tentation de comparer la situation actuelle et le régime soviétique reste forte. La mesure du changement politique en Russie post-soviétique ne peut cependant s'effectuer seulement à l'aune de l'actualité électorale. Il convient de compléter cette approche par la prise en compte des phénomènes sociaux et des pratiques collectives nouvelles qui ont émergé depuis la disparition de l'URSS. Il semble pertinent de considérer la sphère du politique au sens large (comme façon de vivre ensemble) plutôt que celle de la vie politique au sens strict (comme processus électoral) pour comprendre les changements intervenus depuis la chute du régime soviétique. Les nouvelles façons de « faire ensemble » et l'émergence d'acteurs indépendants non-gouvernementaux qui peuvent se mobiliser face aux décisions politiques hors des échéances électorales sont aujourd'hui cruciales. En effet, bien que le système politique se « referme » et que les opportunités de participation électorale soient rares, les politiques de libéralisation et de démocratisation engagées à partir de la perestroïka ont influencé les pratiques collectives dans l'espace public. En dépit de leur relative faiblesse numérique, les mouvements associatifs qui existent aujourd'hui en Russie témoignent de ces transformations. Ils ont initialement été conçus comme les avant-postes du libéralisme politique (compris à partir des préceptes du libéralisme économique). Même s'ils n'ont probablement jamais entièrement répondu aux critères de la civilité libérale démocratique, ils continuent d'agir et constituent des espaces de composition entre des grammaires et des biens relevant de grandeurs diverses, voire opposées. Ils témoignent de l'existence de nouvelles pratiques en commun dans la société russe aujourd'hui.

L'étude des pratiques collectives en public semble pertinente pour une sociologie politique du système post-soviétique. En effet, bien que la période soviétique ait été caractérisée officiellement par la volonté de renforcer le collectif, elle a été paradoxalement marquée par le déclin des pratiques publiques en commun. Comme le souligne Oleg Kharkhordine en 2002, « l'apparition d'un grand nombre d'individualistes en Russie laisse

perplexe, puisque la Russie était encore récemment considérée comme un pays collectiviste (...). Les transformations des discours, selon de nombreux observateurs, ne s'accompagnent pas de changements dans la vie quotidienne »². Il suggère ainsi que la période soviétique a été marquée par le développement de l'individualisme (et l'atomisation des citoyens). Dans ce contexte, on peut aujourd'hui supposer que l'émergence d'initiatives collectives est l'une des clés du changement de la société russe post-soviétique.

L'étude de l'engagement associatif en Russie aujourd'hui pose la question des outils méthodologiques à mobiliser. En effet, les réformateurs russes ont utilisé des paradigmes et des concepts élaborés par la sociologie occidentale pour étudier les actions collectives. Ces concepts ont généralement été pensés dans un cadre politique libéral qui privilégie les références au marché. Des notions comme celles d'« entrepreneur », de « frustration », de « répertoire d'action », d'« opportunité » ont été appliquées à l'activité associative et relèvent d'une philosophie pluraliste et compétitive. En Russie, l'importation de ces cadres d'analyse s'est heurtée à des pratiques différentes. Comme le soulignent les auteurs d'un ouvrage sur la société civile en Russie, « les sociétés non-occidentales se sont tournées vers les modèles occidentaux de société civile (de même que vers le principe de l'entreprise capitaliste et de la représentation parlementaire) mais ces modèles ont été transplantés dans un autre environnement, ce qui a conduit à des résultats différents »³. Il ne s'agit pas ici de souscrire à l'idée d'une spécificité intrinsèque de la Russie, mais de montrer que les façons de faire politiques tout en relevant en partie du libéralisme, se mêlent aussi à des grammaires faisant appel à des valeurs différentes (liées à la force des pratiques domestiques, au souci amical...). Au-delà des discours post-soviétiques sur la société civile, il convient donc d'analyser les pratiques dans leur complexité. Le patriotisme, la rationalité industrielle, l'engagement domestique se combinent aux importations libérales pour fonder la nouvelle construction politique. Dans cette situation, comment analyser les mobilisations russes et quels instruments utiliser ? Ce numéro de « Questions de recherche » constitue un essai de réflexion sur les méthodes d'étude des mouvements associatifs dans des contextes politiques et historiques partiellement libéralisés. Après avoir examiné l'importance et les limites des approches libérales pour le contexte post-soviétique, nous envisageons le recours à des approches sociologiques pragmatiques et multiculturalistes plus à même de rendre compte des changements observés empiriquement.

² Harhordin, Oleg. *Obličat' i licemerit'. Genealogiâ rossijskoj ličnosti* (Dénoncer et faire l'hypocrite. Une généalogie de la personnalité en Russie). Saint-Petersbourg : Letnij sad, 2002. p. 6.

³ IMEMO. *Graždanskoe obščestvo. Mirovoj opyt i problemy Rossii* (La société civile. Expérience mondiale et problèmes russes). Moscou : Editorial URSS, 1998. p. 7.

Cette réflexion théorique est née d'enquêtes auprès d'associations à but non lucratifs officiellement enregistrées en Russie, menant des actions dans le domaine des droits de l'homme, ce qui suppose de leur part une indépendance critique à l'égard du pouvoir. Les associations à but non lucratif sont nombreuses en Russie (environ 300 000 selon des chiffres récents) mais nombre d'entre elles relèvent du domaine des loisirs (associations sportives, de collectionneurs...). Ces dernières n'entrent pas dans le cadre de notre recherche qui se cantonne aux groupements susceptibles d'élaborer des revendications politiques de portée générale et civique. Après avoir étudié les associations de défense des conscrits⁴, nos travaux portent actuellement sur les engagements militants pour la défense des droits de l'homme. Nous avons mené des enquêtes empiriques en Russie au cours des années 2000 à 2003 auprès des militants d'une dizaine d'associations engagées dans divers domaines de la défense des droits de l'homme (aide aux conscrits, aux sans-domicile fixe, aux victimes de violences policières, aux migrants, aux victimes des répressions soviétiques...). Les résultats détaillés de ces enquêtes empiriques ne seront pas présentés dans ce texte (car elles ont déjà fait ou feront l'objet de publications spécifiques). Cependant, ce sont ces enquêtes qui ont permis d'élaborer un certain nombre d'hypothèses théoriques et conceptuelles que nous souhaitons présenter dans ce numéro de *Question de Recherche*. Les travaux de terrain ne seront évoqués ici que lorsqu'ils sont nécessaires à l'illustration d'un point théorique.

LA DIMENSION LIBERALE⁵ DES ENGAGEMENTS ASSOCIATIFS EN RUSSIE

Afin d'étudier l'influence des mouvements collectifs sur l'espace public en Russie, il est pertinent de se situer dans une perspective de sociologie historique des mobilisations. Il s'agit de réfléchir aux conditions d'apparition et de fonctionnement des mouvements protestataires en Russie après la disparition de l'URSS. L'émergence de protestations

⁴ Daucé, Françoise. « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe ». *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, 2, juin 1997. p. 121-153. Daucé, Françoise. *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*. Paris : L'Harmattan, Collection « Logiques Politiques », 2001. 299 p.

⁵ La notion même de libéralisme/libéraux est différente en fonction des contextes. En Amérique du Nord, « Les individus situés le plus à gauche croient à l'égalité, et sont donc partisans d'une forme de socialisme, tandis que les individus positionnés à droite croient à la liberté et sont donc favorables à une forme de capitalisme sans entraves. Au centre, on trouve les libéraux, partisans d'un vague mélange d'égalité et de liberté et donc d'un capitalisme tempéré par l'Etat-providence ». Kymlicka, Will. *Les théories de la justice. Une introduction*. Paris : La Découverte, 2003. p. 8.

collectives a été pensée, dès la perestroïka, comme un élément de libéralisation et de démocratisation du régime politique permettant l'apparition de contre-pouvoirs face à l'Etat et la structuration d'une société civile. Comme le souligne (pour le critiquer ensuite) Oleg Kharkhordine, « la conception la plus populaire de la société civile est arrivée en Russie dans les années 80, à partir de l'interprétation est-européenne (...). La contestation de l'Etat autoritaire de type soviétique par des associations libres ou quasi-libres comme celles constituant «la société civile» est-européenne a semblé être dans la dynamique politique de cette époque. La constitution de ce type d'associations a alors semblé, et semble toujours à certains, le seul moyen pour accélérer la libéralisation du régime politique de la Russie contemporaine »⁶. En Russie, les premiers mouvements collectifs indépendants de l'Etat sont apparus à la fin des années 1980, parallèlement à l'effervescence démocratique en Europe de l'Est qui a conduit à la disparition de l'URSS. Comme le note Ruud Koopmans, « suite à l'effondrement du régime d'Allemagne de l'Est, les mouvements de citoyens se sont répandus ou ont été revivifiés dans les autres pays du bloc de l'Est, y compris en Union Soviétique »⁷. Dans cette perspective démocratique et libérale, un certain nombre de notions et de concepts ont pu être mobilisés par les réformateurs russes au pouvoir et dans l'opposition pour analyser ces nouveaux mouvements : entrepreneurs de mobilisations, répertoires d'action, ressources, organisations, opportunités... Ces instruments d'analyse des mobilisations sociales ont pu s'avérer fructueux. En effet, sous l'influence des Etats occidentaux mais aussi des organisations non-gouvernementales transnationales, parfois par le truchement des sociétés est-européennes, le projet libéral (tant en politique qu'en économie) a orienté les réformes et permis l'apparition de comportements et d'acteurs comparables à ceux rencontrés dans les Etats capitalistes occidentaux. Des textes internationaux relatifs aux droits associatifs ont été adoptés et ratifiés par les pays occidentaux comme par les nouveaux Etats indépendants de l'ex-URSS⁸. Ces instruments

⁶ Harhordin, Oleg. « Proekt Dostoievskogo » (Le projet de Dostoïevski). *Pro et Contra*, 2, automne 1997. <http://www.carnegie.ru/ru/pubs/procontra/55566.htm>. Dans cet article, Oleg Harhordin montre qu'il existe différentes conceptions de la société civile, qui sont étroitement liées avec le contexte religieux dans lequel elle fonctionne. Ainsi, la conception du rôle des associations dans l'Amérique protestante ou dans l'Italie catholique n'est pas la même. O. Harhordin essaye ensuite de voir comment peut être compris le terme de société civile dans la Russie orthodoxe. Il estime que le « collectif » soviétique fonctionnait sur le même mode que la communauté (*obščina*) orthodoxe.

⁷ Koopmans, Ruud. « Protest in time and space: The evolution of waves of contention ». In : David A. Snow, Sarah A. Soule, Hanspeter Kriesi (eds). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden : Blackwell Publishing, 2004. p. 20.

⁸ Par exemple, le 9 décembre 1998, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme qui précise que « chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, au niveau national ou international, de se réunir et de se rassembler pacifiquement, de former des organisations, associations ou groupes non gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ». Les Etats de l'ex-URSS ont participé à l'adoption de ce texte. Voir : Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. *Les défenseurs des droits de l'homme à l'épreuve du tout-sécuritaire*. Paris : Editions de l'Aube, 2004. p. 273.

se heurtent cependant à un certain nombre de limites que nous analyserons au fil de cette première partie et que nous tenterons de dépasser dans la partie suivante.

Mobilisations protestataires et modernisation libérale

A partir de la perestroïka, la politique de libéralisation politique engagée par Mikhaïl Gorbatchev a été étudiée avec attention par les observateurs occidentaux, soucieux de détecter les signes d'une modernisation politique du pays. Equipés des concepts forgés dans l'espace occidental, les institutions de coopération internationale se sont penchées sur la Russie pour évaluer la situation et tenter de l'infléchir. Concernant la question des mobilisations collectives, elles ont tenté de susciter l'apparition de mouvements citoyens et indépendants comparables à ceux existant en Europe occidentale. Comme le souligne Sarah Henderson, « les gouvernements occidentaux, les organisations à but non lucratif et les organisations internationales ont débloqué des fonds pour différents programmes relevant de la « construction de la société civile », en pensant qu'il s'agissait d'un aspect crucial pour la transition et la consolidation de la démocratie »⁹. Leur démarche s'est appuyée sur les travaux théoriques des chercheurs occidentaux portant sur la modernisation des mouvements sociaux. Il convient de revenir à ces sources scientifiques pour comprendre les politiques mises en œuvre pour construire une société civile dans l'espace post-communiste.

Mouvements sociaux et transformations politiques

L'importance des mobilisations sociales dans les processus de transformation politique a été bien mise en lumière par les sociologues et les historiens du politique. Comme l'explique Bertrand Badie, « La modernisation n'affecte pas seulement les structures politiques centrales, le gouvernement, sa bureaucratie, le système législatif, mais aussi les conditions de participation politique des individus, et donc les processus par lesquels le

⁹ Henderson, Sarah L. « Selling civil society: Western aid and the NGO sector in Russia ». *Comparative Political Studies*, mars 2002. p. 140.

pouvoir est sollicité, contesté, voire remis en cause à l'initiative de groupes sociaux. »¹⁰ Une telle remarque justifie et explique donc pleinement la prise en compte des mouvements sociaux dans l'étude des transformations politiques post-soviétiques. Durant la perestroïka, les gouvernements occidentaux et les organisations transnationales ont fondé beaucoup d'espoirs sur le développement d'une société civile en Russie pour permettre le développement de la démocratie et du libéralisme. Comme l'indiquent les auteurs du *Guide to Grassroots Organizations in the Newly Independent States*, « bon an, mal an, le développement des organisations de base et des associations indépendantes en Russie et dans la CEI offre à des milliers de citoyens l'expérience authentique de la démocratie en action »¹¹. Les mouvements associatifs sont donc perçus comme des acteurs à même de participer à la transformation du régime. Le thème de la « société civile » est passé dans le discours convenu des autorités internationales¹². Pour ne prendre qu'un exemple, lors d'un sommet Union européenne – Russie, qui s'est tenu à Bruxelles en octobre 2001, les responsables européens et le Président russe ont affirmé : « Nous sommes d'accord sur le fait que les réformes démocratiques, le renforcement de l'Etat de droit (*rule of law*) et le développement de la société civile sont importants pour renforcer notre partenariat stratégique »¹³. Dans ces textes internationaux, la définition de la société civile reste vague. Il importe donc de voir plus précisément les conceptions qui se cachent derrière cette notion.

La modernisation des mouvements sociaux

Comme nous venons de le voir, les réformateurs du système politique russe ont compris l'importance des mouvements sociaux dans la transformation du régime. Dans leur esprit, cependant, ces mouvements doivent se conformer immédiatement aux normes de la modernité sans suivre le chemin historique parcouru à l'Ouest. En effet, dans une

¹⁰ Badie, Bertrand. *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*. Paris : Fayard, 1986. p. 223.

¹¹ Ruffin, M. Holt, McCarter, Joan, Upjohn, Richard. *Post-Soviet Handbook : A Guide to Grassroots Organizations and Internet Resources in the Newly Independent States*. Seattle : Center for Civil Society International, 1996. p. 5.

¹² Ce qui peut sembler paradoxal si l'on suit la thèse – controversée – de Robert Putnam, « Le concept de société civile a joué un rôle central dans les débats récents sur les pré-conditions de la démocratie et de la démocratisation. Dans les nouvelles démocraties, l'attention s'est concentrée sur la nécessité de renforcer la vie civique dans des régions habituellement inhospitalières pour l'auto-gouvernement. Ironiquement, dans les démocraties établies, un nombre croissant de citoyens s'interroge sur l'efficacité de leurs institutions publiques (...). Aux Etats-Unis, en tout cas, ce désarroi démocratique est lié à une érosion continue de l'engagement civique qui a débuté il y a un quart de siècle ». Putnam, R. D. « Bowling alone: America's declining social capital ». *The Journal of Democracy*, 6 (1), 1995. p. 77.

¹³ Voir le texte intégral de la déclaration : http://europa.eu.int/comm/external_relations/russia/summit_10_01/dc_en.htm

perspective de long terme, les historiens occidentaux insistent sur les processus de modernisation des mouvements sociaux. Eric Hobsbawm, par exemple, s'est intéressé aux formes de contestation et de mobilisation qui ont marqué la genèse de l'Europe moderne, n'hésitant pas à faire état d'une progressive « modernisation » des mouvements sociaux, transformant peu à peu les révoltes primitives en mouvements organisés, contrôlés et pérennes¹⁴. Les travaux d'Anthony Obershall et de Charles Tilly ont porté sur les questions de modernisation des mouvements sociaux et sur leurs enjeux politiques¹⁵. Les caractéristiques des mouvements sociaux modernes ont été bien décrites par A. Obershall qui oppose l'émeute des « primitifs de la révolte » à la revendication institutionnalisée. Cherchant à caractériser les mouvements sociaux par référence à leur organisation interne, et en fonction des rapports entretenus avec l'ensemble de la société et du système politique, le sociologue distingue plusieurs types de mobilisation : la forme moderne suppose en même temps un réseau dense d'associations, à l'instar des confédérations syndicales et des groupes d'intérêt, et une possibilité institutionnalisée d'accès au pouvoir. A l'inverse, l'émeute du XIXe siècle européen et du monde musulman contemporain repose sur des solidarités communautaires plus ou moins vacillantes et mobilise des groupes se trouvant en situation « segmentée », c'est-à-dire dotés de faibles attaches tant avec les autres acteurs de la collectivité sociale qu'avec la scène politique officielle¹⁶. L'évolution des mouvements sociaux a été étudiée dans le cadre plus général d'organisations politiques qui se différencient et se libéralisent.

Forts de cette connaissance, les réformateurs post-soviétiques se sont donnés pour mission de parvenir immédiatement à la période (post)moderne. Pour les libéraux russes, il n'est pas question de favoriser le retour aux mouvements révolutionnaires ou à l'action émeutière (la mémoire des révolutions passées en Russie est toujours vive) mais de mettre en place un répertoire d'action collective modernisé. Le parti politique libéral *Iabloko*, par exemple, affirme dans ses documents de campagne de 2001 que « les Etats modernes les plus efficaces ne se sont jamais préoccupés de créer une société civile. Celle-ci s'est constituée au fil des siècles, les citoyens extorquant à l'Etat concession après concession. En Russie, ce processus en est au stade initial. Nous devons encore inciter l'Etat à compter avec nos points de vue et nos intérêts. Afin d'accélérer (*uskorit'*) le processus de formation d'une société civile responsable en Russie, il est nécessaire d'assurer (...) un soutien légal

¹⁴ Hobsbawm, Eric. *Les primitifs de la révolte*. Paris : Fayard, 1966.

¹⁵ Obershall, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs: Prentice Hall. 1973. Tilly, Charles. *La France contestée, de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986. p. 541 et suivantes.

¹⁶ Badie, Bertrand. *op.cit.* p. 225.

et financier aux organisations du « troisième secteur »¹⁷. Dans ce texte, l'idée d'une « accélération » montre bien la volonté de rattrapage du modèle occidental. Dans le cas de la Russie, privée d'associations indépendantes pendant près de sept décennies et sans réelle expérience démocratique pré-révolutionnaire, la question est bien celle de la constitution rapide de mouvements répondant aux caractères de la modernité : densité, institutionnalisation, réformisme... Comment de tels mouvements peuvent-ils apparaître ? L'héritage des organisations sociales soviétiques et de la dissidence peut-il permettre l'émergence d'une société civile ? En choisissant de favoriser la constitution de mouvements sociaux répondant aux critères de la modernité européenne, les responsables post-communistes n'ont pas envisagé la possible restauration d'un répertoire d'action violent dans leurs sociétés alors que, dans le même temps, le développement de mouvements radicaux sur une partie du territoire russe semblait lié au fondamentalisme religieux rencontré dans des Etats non libéraux allant de l'Afghanistan à l'Iran et qui contraste avec la thèse d'un déclin de la violence dans les mobilisations en Europe occidentale et en Amérique du Nord¹⁸. Nous touchons cependant ici à un autre thème, celui des mobilisations religieuses, qui pourrait faire l'objet de recherches ultérieures¹⁹.

Mouvements associatifs et comportements rationnels : l'influence du libéralisme

Des recherches sur les mouvements associatifs et la société civile, les acteurs de la désoviétisation (au début des années 1990) ont généralement retenu la dimension libérale, tant sur le plan économique que politique. Pour ne prendre qu'un exemple, Anders Aslund, conseiller économique d'Egor Gaïdar et partisan de la « thérapie de choc » au début des années 90, a contribué à populariser le libéralisme en Russie post-soviétique, y compris en ce qui concerne les mobilisations sociales. Il a écrit, par exemple : « Avec le temps, l'importance de la société civile pour le succès des réformes économiques de marché est

¹⁷ <http://www.yabloko.ru/Union/program/ch2.html>

¹⁸ Meyer, David S., Tarrow, Sidney. *The Social Movement Society*. Boston : Rowman and Littlefield Publishers, 1998. p. 7.

¹⁹ Dans l'espace post-soviétique, la libéralisation politique s'est accompagnée d'une libéralisation religieuse. L'étude des mouvements protestataires fondés sur des justifications religieuses semble à même de poser des défis importants à l'administration et, par conséquent, de donner une base empirique centrale pour étudier la diversification de l'espace public russe. Cependant, l'étude de ces mouvements pose des questions théoriques supplémentaires : en quoi une mobilisation sociale fondée sur le religieux se différencie-t-elle de mouvements sociaux « civils » ?

devenue encore plus évidente. Plus la concurrence entre les forces sociales est intense, meilleure est la qualité des réformes et du gouvernement »²⁰. Cet accent mis sur le développement de la concurrence et du marché dans la sphère associative explique que nous présentions en détail la conception libérale des associations. En effet, pour reprendre les mots de L. Thévenot, « sans confondre libéralisme économique et politique, je noterai cependant le parallèle entre la réduction des biens communs à des qualités de marchandises négociées, et la réduction de ces mêmes biens à des opinions que des individus confrontent pour une composition libérale du public »²¹.

Le postulat du choix rationnel

Dans l'esprit des réformateurs russes, la première condition de modernisation des mouvements sociaux est liée à l'existence d'un contexte libéral, tant économique que politique. Ils s'inspirent des analyses de l'action collective fondées sur les travaux de l'école du choix rationnel. Ces analyses, qui datent des années 1960, ont constitué une rupture par rapport aux modèles antérieurs qui considéraient les mouvements sociaux comme des dysfonctionnements de type pathologique et les militants comme des individus irrationnels. En rupture avec cette approche psychologisante, Mancur Olson est apparu comme l'un des auteurs emblématiques du courant utilitariste²². Le modèle olsonien se situe dans une perspective économique libérale. Les individus ne se mobiliseraient que parce qu'ils ont un intérêt rationnel à le faire. Ce modèle résout certains des dilemmes de l'analyse de l'action collective en montrant les calculs des individus qui entendent recueillir les fruits de la mobilisation de leurs collègues sans se mobiliser eux-mêmes. La grande popularité de Mancur Olson dans l'espace scientifique occidental est indissociable des soubassements libéraux de ses travaux. Depuis, comme l'explique E. Neveu, « le recours aux analogies économiques ne se limite plus à l'explication des choix individuels face aux mobilisations, le lexique du marché colonise toutes les dimensions du mouvement social (...). L'essor du poids du [secteur du mouvement social] est analysé comme une caractéristique des sociétés

²⁰ Aslund, Anders. « Gosudarstvennoe upravlenie v perehodnij period » (Le gouvernement en période de transition), texte issu d'un séminaire, Bichkek (Kirghizie), 7-8 juillet 2000. Anders Aslund reprend ici ouvertement la théorie de Mc Carthy et Zald sur la notion d'industrie de mouvement social. Selon cette approche théorique, les ressources disponibles dans l'espace des mouvements sociaux se caractérisent par leur rareté, ce qui explique la concurrence entre les associations pour obtenir des subventions, des soutiens... McCarthy, John D., Zald, Mayer N. « Resource mobilization and social movements: A partial theory ». *American Journal of Sociology*, 82 (6). p. 1212-1241.

²¹ Thévenot, Laurent. « Biens et réalités de la vie en société. Disposition et composition d'engagements pluriels ». In : M. Breviglieri, C. Lafaye, D. Trom (dir.). *Sens critique, sens de la justice*. Paris : Economica (à paraître).

²² Olson, Mancur. *Logique de l'action collective*. Paris : PUF, 1987. (Edition originale, Harvard University Press, 1965).

où les besoins matériels primaires (nourriture, logement) de l'essentiel de la population sont assurés et où l'accumulation de richesses permet de répondre à des demandes plus « qualitatives »²³. Les arguments de type économique sont importants pour comprendre la façon dont ont été analysés les mouvements sociaux en Russie. De nombreux travaux de l'école du choix rationnel ont influencé et continuent d'influencer l'étude des mobilisations sociales. Les recherches sociologiques ultérieures sur les mouvements sociaux ont permis d'enrichir cette approche. Le nombre des publications scientifiques consacrées aux mobilisations sociales a crû considérablement dans les années 1990²⁴. Les évolutions récentes du courant rationnel ont été marquées par la réintroduction des processus politiques, l'attention apportée aux réseaux, les phénomènes d'import-export des répertoires d'action²⁵. En Russie, ces travaux se sont diffusés mais l'émergence d'un mouvement social fort a été pensée en combinaison avec la politique économique de réformes libérales, fondée sur l'idée d'une redistribution des richesses d'Etat, l'apparition d'un petit actionariat populaire et la valorisation de l'initiative individuelle. Les réflexions développées sur les entrepreneurs de mobilisation et la professionnalisation des mouvements associatifs en Russie témoignent de cette volonté d'ancrer les associations dans leur nouvel environnement économique libéral.

La notion d'entrepreneurs

La notion la plus révélatrice de l'ancrage libéral et marchand des mouvements sociaux est peut-être celle d'« entrepreneur ». Comme l'explique J. Siméant, « l'un des apports centraux des théories de la mobilisation des ressources réside dans l'attention portée aux « entrepreneurs ». L'entrepreneur de protestation « joue, sans qu'on puisse trouver un intérêt matériel immédiat à son engagement, le rôle de porte-parole et d'organisateur d'un [mouvement social], apportant de l'extérieur un savoir-faire, des réseaux de soutien, une logistique que tel groupe latent (...) ne parvient pas à construire à partir de ses ressources propres »²⁶. Le modèle entrepreneurial a connu une grande popularité tant en Europe occidentale qu'orientale, peut-être liée à « la filiation à la fois wébérienne (en ce

²³ Neveu, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 1996. p. 54.

²⁴ Voir la présentation de ces travaux dans Snow, David A., Soule, Sarah A., Kriesi, Hanspeter (eds). *op. cit.* p. 5.

²⁵ Voir sur ce dernier thème Soule, Sarah A. « Diffusion Processes within and across Movements ». In : David A. Snow, Sarah A. Soule, Hanspeter Kriesi (eds). *op. cit.* p. 294-310.

²⁶ Neveu, Erik. *op. cit.* p. 56.

qui concerne les partis politiques) et schumpétérienne (en référence à la notion de marché politique) de la notion d'entreprise politique »²⁷.

Dans le cas français, comme le note J. Siméant à propos des sans-papiers, « compte tenu des difficultés de mobilisation d'une population sans pouvoir comme celle des étrangers en situation irrégulière, le rôle des organisations et des entrepreneurs paraît central dans le passage à l'action collective des sans-papiers (...) Les « groupes » ne « se mobilisent » pas. Ils sont mobilisés, et constitués, par des entrepreneurs, qui pour certains vont se faire les porte-parole d'une population dont ils ne partagent pas toutes les caractéristiques »²⁸. Dans le cas de la Russie post-soviétique, c'est au contraire le manque d'entrepreneurs de mobilisation qui a été souligné et invoqué pour expliquer la faiblesse des mouvements associatifs. Comme l'écrivent des sociologues russes, « à la différence des pays développés, les associations non-gouvernementales en Russie restent à la périphérie de la société (...). Peut-on l'expliquer par (...) le manque de leaders, capables de dynamiser l'action des groupes sociaux dans une situation où, au sein même de la société, l'intérêt pour l'action ne peut être ni commercial, ni politique ? »²⁹. Ce constat de faiblesse des leaders associatifs n'a pas toujours été aussi clair. La présence d'entrepreneurs associatifs a été mise au jour en Russie au début des années 1990 et semble directement liée au processus de libéralisation politique intervenu après la chute de l'URSS. La question de la prise en main des mobilisations associatives par des entrepreneurs (parfois au sens économique du terme) a surgi dès la perestroïka. Dans leur ouvrage sur *Les Russes d'en bas*, A. Bérélowitch et M. Wieviorka étudient la contestation socio-culturelle à partir de l'étude des mouvements écologistes. Ils s'intéressent naturellement à l'entrée des entrepreneurs, au sens propre, dans les mouvements écologistes et écrivent : « [En 1991], le mouvement dans son ensemble et à l'échelle de la Russie s'est considérablement diversifié. Il dispose d'une presse, ses activités sont légalisées, des milliers de groupes (...) sont constitués sur toutes sortes de bases, politiques ou non (...). Des entrepreneurs se sont lancés dans l'« écobusiness », les liens internationaux se sont démultipliés et les activités du mouvement dessinent un spectre extrêmement large. Mais le mouvement est-il susceptible de se développer et se renforcer, d'intégrer les éléments qui le composent en une action à un haut niveau de projet, à la fois sociale, culturelle et politique ? »³⁰. L'apparition des entrepreneurs

²⁷ Siméant, Johanna. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences Po, 1998. p. 55-56.

²⁸ *ibid.* p. 53.

²⁹ IMEMO. *op. cit.* p. 188.

³⁰ Bérélowitch, Alexis, Wieviorka, Michel. *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*. Paris : Le Seuil, 1996. p. 298.

au sein du mouvement écologiste à la fin de la période soviétique est analysée comme un facteur de force. Parmi les partenaires que les deux sociologues ont choisis dans le cadre d'un groupe d'intervention sociologique, il faut noter la présence du « responsable d'une organisation, *Dront*, qui est une formule originale, à la fois militante et commerciale, et capable d'exercer une action de pression institutionnelle en faveur de l'écologie »³¹. Le lien entre le développement du mouvement associatif et les transformations économiques libérales dans le pays est ici souligné. S'agissant de la transformation des organisations sociales soviétiques, l'exemple de la stratégie de reconversion du Comité soviétique pour la défense de la paix (*Sovetskij komitet zascity mira*) s'avère éclairant. Ce comité directement contrôlé par le Comité central du Parti a, en dépit de son appellation, soutenu l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan en 1978. Un journaliste dénonçait en 1990 l'impasse dans laquelle se trouvait cette organisation, désormais impopulaire³². Le Président du Comité a protesté en affirmant « c'était le cas pour toutes les organisations sociales pan-soviétiques, en commençant par l'Organisation des aveugles et en finissant par la société « Znanie » (...). Elles étaient toutes subordonnées au Parti »³³. Pour sortir de cette impasse, le Comité a mis en place une stratégie de reconversion fondée sur des changements de personnel, le développement de coopérations nouvelles avec des partenaires étrangers, mais aussi, ce qui nous intéresse ici, sur l'engagement du Comité dans les affaires. Comme l'indiquait son président, « c'est formidable car maintenant, ce ne sont pas seulement des hommes politiques mais aussi des gens travaillant dans le business (*lûdi svâzannye s biznesom*) qui nous contactent pour collaborer. L'organisation a ainsi un projet de *joint venture* avec une grosse société canadienne pour produire des vêtements d'hiver fourrés ». Il tentait de justifier conceptuellement ce revirement en affirmant : « Nous partons du principe que les liens économiques sont les garants les plus efficaces de la paix et de la coopération »³⁴. Apparaissait ainsi l'idée selon laquelle le libéralisme économique est susceptible de régler les problèmes politiques. Cette citation souligne aussi que la participation à une entreprise militante peut s'intégrer dans une stratégie individuelle d'enrichissement et/ou d'acquisition du pouvoir politique, fondée sur le multipositionnement ou le chevauchement de positions.

Si la fin des années 1980 se caractérisait par une vision libérale de la société civile, les relations entre le monde associatif et le monde de l'économie vont ensuite être légalement clarifiées au cours des années 1990. La loi fédérale de 1996 introduit la notion

³¹ *ibid.* p. 300.

³² « Ot lozungov k delam » (Des slogans aux affaires). *Argumenty i Fakty*, 35, 1^{er}-7 septembre 1990.

³³ *ibid.*

³⁴ *ibid.*

d' « organisations à but non lucratif » (*o nekommerceskih organizacij*). Le terme d'« association à but non-lucratif » (*Nekommerčeskaâ Organizaciâ – NKO*) place la césure entre les associations et la sphère économique et tente de réguler leurs relations. L'« association à but non-lucratif » n'a pour objectif ni de réaliser des bénéfices ni de les redistribuer. Les années 1990 sont caractérisées par la volonté de mieux définir, d'un côté, les acteurs économiques (avec le développement de la législation civile sur les entreprises) et, de l'autre, les associations. Il ne s'agit pas de remettre en cause les fondements libéraux du fonctionnement des associations mais de différencier clairement le monde de l'entreprise du monde associatif (pour mettre fin aux confusions qui avaient pu voir le jour durant la perestroïka). Des études empiriques conduites sur le terrain en Russie au début des années 2000 permettent de constater le retrait des entrepreneurs économiques du monde associatif en Russie. Elles permettent aussi d'identifier des « entrepreneurs de mobilisation » parmi les activistes des mouvements associatifs. Ces entrepreneurs, initialement, n'étaient pas personnellement impliqués dans la cause à défendre mais ont choisi de la rejoindre et de mettre leur énergie à son service. Ils choisiraient donc une cause comme un espace d'investissement. De jeunes militants sont ainsi arrivés au sein des mouvements de défense des droits de l'homme, initialement composés d'anciens dissidents. Parmi ces nouveaux militants associatifs, certains répondent aux critères de l'entrepreneur de mobilisation. Peu touchés personnellement par la cause à défendre, ils mettent leurs compétences à son service. Cependant, leur intégration dans un monde associatif marqué par l'héritage de la dissidence et les réseaux amicaux les oblige à composer avec ces réalités. En Russie, la notion d'entrepreneur ne peut suffire à expliquer l'engagement dans les associations de défense des droits de l'homme. Cette notion suppose en effet l'accaparement d'une cause par des acteurs extérieurs à cette cause et leur entrée sur le marché associatif, dans un cadre concurrent pour l'accès à des ressources rares (subventions, accès aux médias...). En Russie, la concurrence entre les responsables associatifs est limitée, d'une part, par les liens domestiques qu'ils entretiennent entre eux et, d'autre part, par la faiblesse des ressources à partager en l'absence de subventions publiques. L'amitié, le souci de l'autre et les pressions émanant de l'Etat limitent la mise en concurrence des responsables associatifs. La majorité des associations sont organisées sur un mode domestique plutôt qu'entrepreneurial, comme nous le montrerons plus loin.

La professionnalisation des mouvements associatifs

La question du modèle entrepreneurial rejoint celle de la professionnalisation des associations. Dans l'approche libérale, « les phénomènes de professionnalisation des

[mouvements sociaux] sont également mis en lumière. L'évolution récente de Greenpeace, désormais dirigé par l'*ecologist manager* Thilo Bode (...) en témoigne » écrit Erik Neveu en 1996³⁵. En Russie, la question de la professionnalisation est centrale dans l'organisation des mouvements sociaux. Les partenaires internationaux des associations russes ont tenté de renforcer leur professionnalisme. Pour ne prendre qu'un exemple, la Fondation Soros a financé des actions pour les associations russes à but non lucratif ayant l'intention de renforcer « l'expérience et le professionnalisme de leurs membres »³⁶.

Dans ce contexte, la question du bénévolat et du travail non-rémunéré du militant peut servir d'indicateur concernant le degré de professionnalisation des militants russes. Pour beaucoup de responsables associatifs, le bénévolat est contre nature. Les seuls bénévoles rencontrés lors de l'enquête de terrain en Russie sont des Occidentaux (parfois des stagiaires d'organisations étrangères venus pratiquer bénévolement en Russie). Certaines associations russes se plaignent de l'absence de bénévoles locaux, mais la plupart s'en accommodent et la trouvent naturelle, estimant que tout travail mérite rémunération. En refusant le bénévolat et en revendiquant la rémunération de l'activité militante, les associations de défense des droits de l'homme invoquent leur volonté de professionnalisme, mais aussi leur insertion dans le contexte libéral post-soviétique. Comme l'explique une représentante d'une organisation de défense des droits de l'homme : « Il est difficile de trouver des bénévoles. Il faut payer les gens qui viennent de familles pauvres. Nous faisons appel au bénévolat lorsque nous organisons des manifestations. Sinon, nous sommes pour la professionnalisation. Nous ne prenons pas de volontaires, à l'exception des stagiaires qui viennent de l'étranger »³⁷. Ce mode de professionnalisation de l'action associative est renforcé par les liens entre les associations russes et leurs partenaires occidentaux. Comme le note S. Henderson, « la possibilité de recevoir une subvention (*grant*) est une assurance de sécurité (...). Les subventions couvrent généralement les salaires de une à quatre personnes, la location des bureaux, l'achat des ordinateurs (...). L'obtention d'une subvention pour mettre en œuvre un projet assure un salaire moyen stable pour ceux qui la reçoivent »³⁸. Dans un contexte économique libéralisé où les revenus de la population ne sont plus assurés par l'Etat, l'activité associative apparaît comme une branche comme une autre de l'activité économique.

³⁵ Neveu, Erik. *op.cit.* p. 55.

³⁶ *Konsolidaciâ struktur grazdanskogo obscestva* (La consolidation de la structure de la société civile). Appel à projets de l'Institut « Société ouverte ». <http://www.prpc.ru/konkurs/2002/31.shtml>

³⁷ Entretien de l'auteur avec une militante de Memorial, 10 décembre 2003.

³⁸ Henderson, Sarah L. *op. cit.* p. 154.

Cependant, si la présence d'entrepreneurs de mobilisation et la tendance à la professionnalisation sont réelles dans le cas russe, elles ne suffisent pas à rattacher les associations post-soviétiques à la définition des mouvements libéraux modernes ni à établir une homologie entre elles et les mobilisations occidentales. En effet, dans le cas post-soviétique comme en Europe occidentale, la seule explication libérale ne suffit pas à rendre compte de la complexité et des paradoxes de l'engagement militant. D'une part, les enquêtes de terrain montrent une présence extensive des militants associatifs dans leurs locaux. Comme nous le montrerons plus loin, la plupart travaillent le soir comme les jours fériés. D'autre part, les militants s'accordent à dire que leur rémunération doit être juste mais pas excessive. Un contrôle implicite s'exerce au sein du groupe des défenseurs des droits de l'homme. Les militants qui cumulent des revenus importants grâce à l'obtention d'aides internationales diverses sont critiqués par les autres membres du groupe.

Matérialisme, post-matérialisme et engagement associatif : les paradoxes du cas russe

Les frustrations économiques comme ressorts de l'action

Dans la sociologie des mobilisations, l'interrogation centrale porte sur l'intérêt des militants à se mobiliser et à protester. En Russie, l'utilisation des associations pour accéder à des ressources économiques ou institutionnelles peut expliquer certains parcours militants, mais la faiblesse numérique des mouvements étudiés constitue une énigme. Pourquoi, dans un pays où les difficultés quotidiennes de la population sont nombreuses, les mobilisations protestataires sont-elles si faibles ? Les approches rationnelles analysent l'engagement en fonction des possibilités d'ascension sociale des élites des groupes dominés. Evoquer le lien entre le thème de la mobilité sociale (descendante ou ascendante, souhaitée ou accomplie) et celui de l'action collective renvoie de ce fait directement à l'analyse de la conversion politique des griefs et de la frustration sociale. Cette frustration sociale, parce qu'elle touche des personnes qui ne sont pas démunies de ressources, a souvent été qualifiée de « frustration relative ». A partir des travaux de la psychologie sociale, Ted Gurr a analysé le concept de frustration relative, dans son ouvrage de 1970, *Why Men Rebel ?* Dans son modèle, la frustration relative peut naître du déclin des possibilités de satisfaction ou de l'augmentation du niveau d'exigence des individus. Le décalage entre les attentes et la situation réelle des personnes peut déboucher sur des manifestations de violence

collective³⁹. Ce type de frustration est susceptible d'apparaître dans des sociétés en voie de modernisation rapide, au sein desquelles des groupes autrefois dominants sont menacés par de nouveaux promus⁴⁰. C'est partiellement le cas en Russie depuis la chute du système soviétique. Ce modèle, pour être intéressant, n'en pose pas moins de nombreuses questions relatives à la formation des exigences et au passage de la frustration individuelle à la mobilisation collective. Il suppose l'existence d'un système informationnel ouvert, qui permet aux individus de se situer les uns par rapport aux autres. Concrètement, « la construction des indicateurs de frustration est fragile », notent O. Fillieule et C. Péchu⁴¹. Le passage de la privation relative à la mobilisation n'est pas clairement explicité. Cependant, comme le note J. Siméant, « ces modèles gardent leur caractère stimulant pour peu qu'on les applique non à des collectifs mais à des situations individuelles de déclassement »⁴². Ils permettent de penser la relation qui s'établit entre les entrepreneurs de mobilisation et les militants de base.

En Russie, le projet libéral a contribué à creuser les inégalités économiques et sociales, conduisant à l'appauvrissement d'une grande partie de la population. Pour expliquer l'absence de mouvements collectifs significatifs tout au long des années 1990, les économistes néo-libéraux ont évoqué la radicalité de la thérapie de choc engagée en 1992. Anders Aslund affirme ainsi : « [à Moscou] après la libéralisation, les prix ont augmenté de 350%, mais il n'y a pas eu de protestation, la société a accepté cela tranquillement. (...) Visiblement, la libération des prix d'une partie des biens est plus dangereuse qu'une libération totale des prix. (...) Lorsqu'il y a une augmentation générale des prix, les citoyens ne peuvent pas voir qui perd et qui gagne (...) Personne ne peut savoir quel sera le niveau des prix le lendemain. Il est ainsi difficile aux citoyens de savoir avec qui ils doivent s'unir et organiser des actions protestataires massives »⁴³. L'application cynique de la théorie libérale des mobilisations n'a pourtant pas été sans conséquences sociales. La vision en terme de

³⁹ Gurr, Ted Robert. *Why Men Rebel ?* Princeton : Princeton University Press, 1974 (4^e édition). p. 9. et chapitre 2 « Relative deprivation and the impetus to violence ». p.22 et suivantes. Il est intéressant de constater que dans l'esprit même de Ted Gurr, l'explication théorique qu'il donne de la violence politique est un guide scientifique de compréhension de ce phénomène mais aussi un instrument au service de la politique destiné à évaluer « le potentiel révolutionnaire de nations spécifiques ». Cette revendication de transfert des connaissances sociologiques au service des politiques publiques peut expliquer la facilité avec laquelle les responsables réformateurs de l'Europe post-communiste se sont emparés des concepts relatifs à la mobilisation sociale et à la société civile pendant la perestroïka.

⁴⁰ Mathieu, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Editions Textuel, collection « La Discorde ». p. 41.

⁴¹ Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993. p. 63.

⁴² Siméant, Johanna. *op. cit.*

⁴³ Aslund, Anders. *op. cit.*

« frustration absolue » expliquerait l'absence de mobilisations sociales significatives dans un contexte où celles-ci seraient pourtant économiquement légitimes. Lors de la crise financière de 1998, de nombreux particuliers ont perdu toute leur épargne bancaire. Pourtant, aucune manifestation d'envergure ni mouvement collectif majeur n'est venue réclamer la réparation des pertes subies. Cette absence de réactions collectives a semblé difficile à comprendre du point de vue occidental⁴⁴. Les sociologues ont, eux aussi, constaté l'appauvrissement de la population lié aux réformes économiques. Ils estiment que, soucieux de résoudre leurs problèmes quotidiens, les citoyens russes ne s'organisent pas collectivement sur la scène publique mais inventent des stratégies informelles pour assurer leur survie. Certains analystes font le constat d'un repli de la société sur les réseaux informels et les pratiques d'entraide et sur son désintérêt croissant pour les affaires politiques⁴⁵.

Dans ce contexte économique difficile, l'émergence de mobilisations protestataires portant sur des sujets généraux comme les droits de l'homme ou les libertés publiques a semblé encore plus improbable. C'est pourtant dans ce domaine que des mobilisations comme celles des mères de soldats ou des anciens dissidents oeuvrant pour la mémoire des répressions ont conduit à la création d'associations reconnues.

Les frustrations de la classe moyenne

Dans la sociologie occidentale, l'élévation du niveau de vie moyen de la population a permis de dépasser l'approche des mobilisations en terme de frustration relative et de réfléchir à l'apparition de nouveaux mouvements sociaux. R. Inglehart, théoricien du post-

⁴⁴ Et aussi du point de vue russe. Voir sur ce thème l'article de Vladimir Shlapentokh. « Russian patience : a reasonable behavior and a social strategy ». *Archives européennes de sociologie*, XXXVI, 1995. p. 247-280.

⁴⁵ Comme l'écrivent des spécialistes de la Russie, « l'impression domine que le clivage profond entre la population d'une part, et le pouvoir de l'autre, s'est reconstitué comme aux meilleurs temps soviétiques. Le contrat implicite qui les liait semble de nouveau en vigueur : on vous laisse gouverner à condition que vous nous laissiez faire nos affaires. La majorité de la population est convaincue (...) que la politique est une affaire sale qu'il faut laisser à des professionnels, même si on soupçonne ceux-ci de corruption ». Bérélowitch, Alexis, Radvanyi, Jean. *Les 100 portes de la Russie*. Paris : Editions de l'Atelier, 1999. p. 217. Ce contrat tacite a été partiellement rompu en janvier 2005 par des manifestations de retraités protestant contre la suppression de leurs avantages en nature (gratuité des transports, des soins médicaux, des charges immobilières...). Ces mobilisations témoignent cependant d'un rapport au politique plus soucieux de garantir la présence de l'Etat dans la vie des citoyens que de rallier les règles du libéralisme économique. En effet, les retraités russes n'ont jamais protesté massivement contre le déclin de leur niveau de vie ou la perte de leur épargne bancaire. La disparition de leurs économies personnelles et leur ruine individuelle n'ont pas suscité les réactions que l'on serait en droit d'attendre dans un système où l'initiative individuelle et le capitalisme seraient les valeurs centrales. Par contre, la suppression de leurs avantages en nature par l'Etat les a fait descendre dans la rue. Ce désengagement matériel de l'Etat est perçu comme anormal.

matérialisme dans *The Silent Revolution*⁴⁶, montre que l'homme, une fois ses besoins matériels immédiats satisfaits, se tourne vers des besoins non-matériels. Il en découle une augmentation générale du niveau de compétence politique et une demande accrue de participation au processus de décision. En même temps, on assisterait parmi les nouvelles générations de la classe moyenne à l'apparition de nouveaux enjeux qui proviennent plus de différences dans les styles de vie que de besoins économiques⁴⁷. Comment de telles analyses peuvent-elles être transposées dans des contextes extra-européens ou autoritaires où les règles d'organisation économique et de répartition des richesses ne sont que partiellement identiques à celles rencontrées dans les sociétés occidentales ? L'émergence des nouveaux mouvements sociaux est pensée en lien avec l'apparition d'une classe moyenne nombreuse et centrale dans la construction politique. La plupart des études empiriques menées sur la composition sociologique des nouveaux mouvements sociaux montrent que ces mouvements sont essentiellement peuplés de membres de la nouvelle classe moyenne. Selon C. Offe, « la politique de la nouvelle classe moyenne est typiquement une politique menée par une classe mais non dans l'intérêt exclusif d'une classe »⁴⁸. Cependant, C. Offe reconnaît que « les conflits sociaux qui ont pu émerger dans les sociétés post-communistes sont d'une autre nature que les conflits de classe (...). Après l'effondrement de l'ancien régime, la structuration en classes n'existait pas »⁴⁹. Dans le cas de la Russie post-soviétique, les réflexions sur l'émergence d'une classe moyenne ont accompagné celles sur la fondation d'une société civile et sur le développement du libéralisme. Egor Gaïdar, l'un des inspirateurs des réformes radicales post-soviétiques, considérait ainsi que « la formation d'une classe moyenne constituait l'unique problème de la modernisation russe, lui donnant une importance aussi grande qu'à la légitimation de la propriété privée »⁵⁰. Sociologiquement, des groupes sociaux correspondant à la classe moyenne ont pu être décelés dans les grandes villes en développement de la Russie européenne mais le concept reste cependant discuté et discutable⁵¹. Il ne permet pas de comprendre, d'une part, l'absence de mouvements sociaux massifs mais, d'autre part,

⁴⁶ Inglehart, Ronald. *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*. Princeton : Princeton University Press, 1977.

⁴⁷ Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *op. cit.* p. 125.

⁴⁸ Offe, Claus. « New social movements: Challenging the boundaries of institutional politics ». *Social Research*, 52, 1985. p. 833. Cité par Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *op. cit.* p. 132.

⁴⁹ Elster, J., Offe, C., Preuss, U.K. *Institutional Design in Post-communist societies. Rebuilding the Ship at Sea*. Cambridge : Cambridge University Press, 1998. p. 248.

⁵⁰ Diligenskij, G.G. *Lûdi srednogo klassa (Les gens de la classe moyenne)*. Moscou : Fondation Obščestvennoe mnenie, 2002. p. 11.

⁵¹ Voir par exemple sur ce point Favarel-Garrigues, Gilles, Rousselet, Kathy. *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?* Paris : CERI-Autrement, 2004. p. 29 ou Diligenskij, G.G. *op. cit.*

l'existence d'associations à but non lucratif dont les militants appartiennent à des groupes sociaux et générationnels diversifiés.

Les frustrations politiques

S'ils peuvent naître de frustrations économiques et sociales, les mouvements sociaux sont aussi généralement présentés comme la réaction à une frustration politique. L'action collective protestataire « serait un des rares registres d'intervention dans le jeu politique accessible aux groupes exclus du système politique »⁵². Dans le cas du système politique russe, dont nous avons dit qu'il se refermait au profit du parti du pouvoir, cette approche semble prometteuse. La fermeture de l'accès à la décision politique pourrait susciter en réaction des mobilisations collectives susceptibles de provoquer un débat politique hors des périodes électorales. Ce n'est cependant pas réellement le cas. En effet, les deux paradigmes, rationnel et post-matérialiste, présentent le point commun d'avoir été élaborés dans des contextes politiques libéraux où les libertés de parole, de manifestation ou de réunion sont des acquis de longue date. L'institutionnalisation des mouvements sociaux ne peut devenir un instrument de la politique conventionnelle que lorsque « les Etats-nations consolidés assurent à leurs citoyens des moyens réguliers de communication et des identités reconnues mais évolutives » affirment D. Meyer et S. Tarrow⁵³.

Ces considérations ne permettent pas vraiment de comprendre le cas des associations russes où les droits fondamentaux restent encore très précaires et conduisent les militants à adopter des pratiques originales. Comme le souligne Oleg Kharkhordine, « l'attention portée à la construction d'associations civiles, susceptibles de s'opposer à l'Etat, est le fruit d'une mode théorique fondée sur la conception catholique de la société civile. L'Etat russe peut difficilement contribuer à cette construction. Ses compétences traditionnelles (surtout en ce qui concerne l'usage de la violence) sont divisées et réparties entre de nombreux organes et corporations. La diffusion de la violence a pris des dimensions inquiétantes. Pour que le modèle catholique de la société civile fonctionne, il faudrait d'abord restaurer un monopole de la violence légitime sur le territoire russe »⁵⁴.

⁵² Mathieu, Lilian. *op. cit.* p. 20.

⁵³ Meyer, David S., Tarrow, Sidney (eds). *The Social Movement Society*. Boston : Rowman and Littlefield Publishers, 1998. p. 5.

⁵⁴ Harhordin, Oleg. « Proekt Dostoievskogo » (Le projet de Dostoievski). *op. cit.*

Dans le cas occidental, « la prise en compte de l'environnement politique de l'action collective amène la plupart des chercheurs à s'intéresser à la « structure des opportunités politiques ». Cette dernière est entendue comme l'ensemble des aspects de l'espace politique (état du système partisan, soutiens possibles, « ouverture » de l'Etat aux revendications, systèmes d'alliances...) déterminant, ou au moins favorisant, les mouvements sociaux »⁵⁵. La notion de structure des opportunités politiques suppose l'existence d'un environnement politique différencié et pluraliste, préalable implicite des études sur les mouvements sociaux. Fondée notamment sur le degré de différenciation des différents secteurs de l'Etat susceptible d'entraîner une plus ou moins grande réceptivité à certaines revendications, elle varie selon le groupe protestataire considéré. Mieux vaut dès lors prendre en compte le « contexte » des mouvements sociaux⁵⁶. Cette remarque s'applique aux sociétés post-communistes. En effet, en raison de la simultanéité de leur émancipation vis-à-vis de la tutelle soviétique, les régimes d'Europe centrale et orientale ont souvent été considérés comme similaires et faisant face aux mêmes défis. Des études plus approfondies montrent au contraire qu'il existe des différences très importantes entre ces Etats⁵⁷ et que l'idée d'une évolution commune de la structure des opportunités politiques n'y est pas pertinente.

Si la structure des opportunités politiques est utilisée avec précaution, elle sous-tend cependant la majorité des études sur les mouvements sociaux. Seuls quelques cas particuliers permettent de discuter cette hypothèse. Les études sur les mobilisations des sans-papiers en France par exemple, montrent que les personnes qui se mobilisent sont dans une situation de faible légitimité par rapport à l'Etat et aux pouvoirs publics. Comme le rappelle Johanna Siméant, l'immigré a longtemps été considéré comme seule force de travail et non comme sujet politique⁵⁸. L'illégitimité politique des sans-droits rappelle la situation des protestataires dans les systèmes autoritaires. En effet, dans le cas des sans-papiers comme dans les contextes autoritaires, la crainte de l'expulsion pour les uns et de la répression pour les autres est déterminante dans l'élaboration des pratiques militantes. L'absence d'opportunités politiques ne signifie pas nécessairement l'absence de mobilisations. Comme l'expliquent des sociologues russes, « l'apparition des organisations non-gouvernementales en Russie ne s'est pas déroulée de la même manière qu'en

⁵⁵ Siméant, Johanna. *op.cit.* p. 49.

⁵⁶ *Ibid.* p. 70-71.

⁵⁷ Kubik, Jan. « Institutionalization of protest during democratic consolidation in Central Europe ». In : David S. Meyer, Sidney Tarrow (eds). *op. cit.* p. 131.

⁵⁸ Siméant, Johanna. *op.cit.* p. 30.

Occident. (...) Ceci s'explique par l'absence de tradition d'indépendance par rapport à l'Etat, par le maintien de la mentalité « soviétique » et par la spécificité du mode de transition de la société russe »⁵⁹. Ce sont ces derniers aspects que nous souhaitons maintenant discuter et éclaircir.

LES MOUVEMENTS ASSOCIATIFS EN RUSSIE : DES ESPACES COMPLEXES

Comme nous venons de le souligner, les associations et les mouvements collectifs sont généralement associés à l'idée de la modernisation libérale et de l'émergence de la démocratie. En Russie, ce discours démocrate et libéral s'est rapidement diffusé parmi les militants associatifs. Cependant, la réalité est plus complexe que les discours. L'application des concepts libéraux aux mouvements collectifs russes ne permet pas de comprendre tous les aspects et tous les paradoxes de ces mouvements. Leurs dimensions non-libérales et non économiquement rationnelles doivent donc être prises en compte. Dans la diversité de leurs pratiques, les mouvements russes mènent des actions face à l'administration, s'imposent sur la scène publique et engagent le dialogue avec les dirigeants politiques mais, dans le même temps, restent attachés à la résolution des problèmes particuliers de leurs membres par la négociation avec les différents services administratifs ou aux solidarités qui les unissent face à l'Etat. Ces dernières dimensions sont organisées autour de valeurs qui ne relèvent pas nécessairement de l'idéal civique ou libéral. Ce constat peut sembler paradoxal. En effet, comment penser que des mouvements collectifs puissent accepter et mobiliser des règles non-libérales qui limitent leur capacité de contestation publique ? La mise au jour des références qui animent les militants russes peut permettre d'établir une vision plus nuancée de ce que sont les mouvements associatifs, en Russie, bien sûr, mais aussi probablement dans toutes les sociétés contemporaines. D'un point de vue théorique, la question est celle des instruments à utiliser pour analyser cette complexité. De nombreuses critiques ont été depuis longtemps émises à l'encontre de l'omnipotence du schème rationnel dans l'étude des mobilisations sociales. Comme l'explique E. Neveu « ligoter [les militants] à une explication économique soulève autant de problèmes que cela en résout »⁶⁰. Ou comme

⁵⁹ IMEMO. *op. cit.* p. 202.

⁶⁰ Neveu, Erik. *op. cit.* p. 57.

le soulignent O. Fillieule et C. Péchu, « l'application systématique du modèle de l'économie libérale conduit à une trop grande sous-estimation du politique et du psychologique et notamment des phénomènes de loyauté et de solidarité dans l'explication des déterminants de la participation. (...) Enfin, l'oubli de l'homme s'accompagne de l'oubli des phénomènes dits culturels dans la détermination de la forme prise par les mouvements sociaux »⁶¹. Ces critiques s'appliquent parfaitement au cas de la Russie post-soviétique, où les déterminants utilitaristes ne semblent pas uniquement au fondement des mobilisations associatives. Des approches alternatives ont pu être proposées pour tenter d'affiner la compréhension de ces phénomènes, il importe de les présenter, d'en voir l'intérêt et les limites.

La pluralité des mobilisations

Les recherches sur les mouvements sociaux menées ces dernières années ont permis de mettre en lumière leur caractère différencié et de rompre avec les paradigmes libéraux. Les transformations économiques et sociales intervenues dans les Etats occidentaux ont conduit au développement d'initiatives sociales variées, souvent porteuses de l'identité de leurs membres. Comme le souligne Lilian Mathieu, « les acteurs qui lancent une protestation sont contraints à un travail de construction de sa dimension collective (...). C'est généralement en fonction de projets, de définitions de la situation et de visées tactiques disparates que des individus convergent vers ce qu'ils se représentent plus ou moins à tort comme une « même » cause »⁶². Cette disparité doit précisément être gardée à l'esprit pour comprendre le fonctionnement des associations dans le contexte russe. Tout l'enjeu est de rendre compte de la complexité interne et des ambiguïtés des mouvements qui agissent dans des contextes non-libéraux.

La pluralité des mouvements sociaux

Afin de dépasser la vision libérale des mouvements sociaux, des chercheurs ont tenté de mettre au jour le caractère pluraliste et complexe des mobilisations. A. Touraine critique ainsi l'orientation libérale, qui voit « partout la concurrence et la lutte pour la

⁶¹ Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *op. cit.* p. 87.

⁶² Mathieu, Lilian. *op. cit.* p. 19.

survie »⁶³. Il définit la société comme un ensemble hiérarchisé de systèmes d'action sociale. A chaque type sociétal correspond un mouvement social. Il écrit : « Autant la diversité des luttes est grande, autant chaque type de société est animé par un seul mouvement social pour chaque classe sociale »⁶⁴. Dans la société marchande, ce mouvement est celui des droits civiques et dans la société industrielle le mouvement ouvrier. Dans la société post-industrielle, les mouvements sociaux ont tendance à prendre la forme de mouvements culturels. Alain Touraine insiste sur l'obsolescence de la lutte de classe dans les sociétés post-industrielles. Les NMS (nouveaux mouvements sociaux : antinucléaire, écologique, féministe, etc.) se substitueraient au mouvement ouvrier de la phase fordiste. Désormais, la conflictualité ne porterait plus sur l'exploitation, mais concernerait les orientations culturelles de la société. Cependant, comme le souligne A. Touraine, les mouvements ne se présentent pas à l'état pur. Dans son approche, seule la méthode de l'intervention sociologique permet de démêler les différentes significations des mouvements. Elaborée au milieu des années 70⁶⁵, cette méthode a pour objectif d'apporter la démonstration de la présence, dans une lutte, d'une signification bien particulière, la plus élevée sociologiquement : un mouvement social. Il s'agit de voir comment des mobilisations portent en elles une contestation de haut niveau de projet qu'il s'agit d'isoler analytiquement des autres dimensions de l'action.

La sociologie tourainienne a été popularisée en Russie par Michel Wieviorka et par Alexis Bérélowitch, ainsi que par Leonid Gordon. En 1991-1994, Alain Touraine et Leonid Gordon ont organisé des recherches sur « Les nouveaux mouvements sociaux en Russie » (*novye social'nye dvizeniâ v Rossii*). Ces auteurs ont publié de nombreux travaux sur le mouvement démocratique et ouvrier en Russie. Dans leur ouvrage sur « Les Russes d'en bas », Alexis Bérélowitch et Michel Wieviorka ont appliqué la méthode de l'intervention sociologique au contexte russe post-soviétique. Comme ils l'expliquent, il s'agissait pour eux de « dégager, parmi les diverses significations de l'action des [groupes étudiés], l'image d'une action de haut niveau de projet, la référence à des orientations qui dépassent leurs intérêts spécifiques pour en faire des sujets du développement et de la démocratisation de leur pays »⁶⁶. En effet, dans l'approche proposée par Michel Wieviorka, dans le sillage de la sociologie tourainienne, avec l'entrée dans la société post-industrielle, le mouvement ouvrier s'épuise et cède la place aux nouveaux mouvements sociaux. Le cadre de la conflictualité reste toujours celui de l'Etat national, mais son contenu est marqué par une forte charge

⁶³ Touraine, Alain. *La voix et le regard*. Paris : Le Seuil, 1978. p. 104.

⁶⁴ *Ibid.* p. 124.

⁶⁵ *Ibid.* Deuxième partie : « L'intervention sociologique », p. 181 et suivantes.

⁶⁶ Bérélowitch, Alexis, Wieviorka, Michel. *op. cit.* p. 409.

culturelle et anti-autoritaire⁶⁷. En Russie post-soviétique, la référence au projet démocratique dépasserait les autres motifs de l'engagement. Aujourd'hui, à l'heure où la démocratie est remise en cause en Russie, cette approche mérite d'être nuancée. Il convient désormais de démêler les fils tissés dans le cadre de contextes post-autoritaires qui ne sont plus ni industriels, ni marchands, ni démocratiques mais un peu tout cela à la fois.

La pluralité des champs

Toute sociologie des mouvements sociaux est confrontée à une variété de situations dans lesquelles dominent des motivations plus ou moins désintéressées⁶⁸. Pour E. Neveu, il est « fécond de rechercher une théorie de l'action attentive à la diversité des mobilisations et donc assez plastique pour la prendre en compte »⁶⁹. Cette attention apportée à la diversité des mouvements est très importante. Elle s'inspire des travaux de Pierre Bourdieu. Ce dernier souligne que la diversité des mondes sociaux correspond à autant de champs dans lesquels se développent les mobilisations. La socialisation dans ces univers engendre des systèmes de dispositions (*habitus*) profondément différenciés. Les individus placés dans des champs différents peuvent désirer des formes de reconnaissances incomparables entre elles. Par exemple, il souligne que certains segments du monde artistique sont spécifiques en cela qu'ils considèrent comme dévalorisantes certaines formes de réussite matérielle⁷⁰. Cette approche est bien connue en Russie. Natalia Chmatko, de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie, explique ainsi que « la plupart des approches sociologiques contemporaines (...) s'accordent sur le fait que la réalité sociale se divise en sphères plus ou moins autonomes. Dans le structuralisme génétique, ces différentes régions sociales sont désignées sous le terme de « champs »⁷¹. Si cette approche permet de mettre en lumière la diversité des mobilisations dans les différents « champs », elle ne permet pas vraiment de penser leur complexité interne, c'est-à-dire leur appartenance concomitante à des logiques parfois contradictoires qui se combinent en fonction des circonstances et permettent l'adaptation de ces mouvements au contexte dans lequel ils opèrent.

⁶⁷ Wieviorka, Michel. « Mouvements et anti-mouvements sociaux de demain ». In : Pierre Cours-Salies, Michel Vakaloulis. *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*. Paris : PUF, Collection « Actuel Marx Confrontation », octobre 2003.

⁶⁸ Neveu, Erik. *op. cit.* p. 85.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Smatko, Natal'â. « 'Naučnaâ revolûciâ' v rossijskoj èkonomike kak zerkalo radikal'noj èkonomičeskoj reformy (« La révolution scientifique » dans l'économie russe comme miroir des réformes économiques radicales). *NZ*, 31. <http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=20010642>

La pluralité des cadres

Si le caractère divers des mobilisations sociales est désormais bien établi, la question du caractère composite des mobilisations elles-mêmes semble moins étudiée. Au sein d'un même mouvement et dans les justifications même des militants engagés en son sein, des philosophies différentes sont susceptibles de coexister. L'exemple des associations russes nous semble particulièrement éclairant sur ce point. La théorie des cadres d'interprétation permet d'approcher plus pragmatiquement la complexité des mouvements sociaux et des motivations de leurs membres. La prise en compte des perceptions des agents impliqués dans les mobilisations s'est développée avec les travaux de Erving Goffman⁷². Ce dernier définit quelques cadres fondamentaux qui constituent des grilles de lecture des événements. Pour E. Goffman, dans *Frame Analysis*, les cadres permettent aux personnes de répondre à la question « Que se passe-t-il ici ? ». En cherchant à identifier les cadres fondamentaux, ces « schèmes de compréhension disponibles dans notre société », E. Goffman suggère que les cadres ne sont pas réinventés de toute pièce à chaque fois que l'on passe d'une situation à une autre mais qu'ils existent en tant qu'éléments de la culture d'un individu ou d'un groupe. Les cadres primaires peuvent être soumis à des transformations à travers ce que E. Goffman appelle des modalisations ou des fabrications⁷³. Les mouvements sociaux sont ainsi engagés dans des activités de production, de maintien et de reconduction du sens pour leurs partisans, leurs opposants ou leurs sympathisants. Ils sont impliqués dans une politique de signification (*politics of signification*). La « *frame perspective* » qui s'est développée dans le domaine des mouvements sociaux focalise son attention sur le « travail de la signification » par où les militants et autres participants aux mouvements sociaux s'engagent. La *frame perspective* se rapproche de l'analyse culturelle⁷⁴. « L'un des intérêts de ces approches est de réintégrer, dans l'analyse des mouvements sociaux, une dimension du culturel, d'y souligner l'incessant travail de recyclage de croyances, de références historiques, de stéréotypes, de savoirs partagés dans le travail de légitimation des causes »⁷⁵. En ce sens, elle peut être intéressante pour mettre en lumière les réalités militantes dans des contextes extra-libéraux. En Russie, dans le contexte des transformations post-soviétiques, comment les cadres d'interprétations évoluent-ils ? Une des fonctions des mouvements sociaux, particulièrement ceux qui émergent en premier dans

⁷² Gamson. W. *The Strategy of Social Protest*. Belmont, CA: Waldworth pub., 1990 (1^{ère} édition 1975).

⁷³ Snow, David. « Analyse de cadres et mouvements sociaux ». In : Daniel Cefaï, Danny Trom. *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris : Editions de l'EHESS, 2001. p. 34.

⁷⁴ *Ibid.* p. 28.

⁷⁵ Neveu, Erik. *op. cit.* p. 91.

un cycle de protestation, est de fournir des cadrages alternatifs à ce qui semblait relever auparavant de l'ordre de la malchance ou de la fatalité, en le transformant en injustice sociale ou en transgression morale qui appelle l'action⁷⁶. C'est bien le cas en Russie avec, par exemple, le mouvement des mères de soldats qui montre l'iniquité d'un service militaire long et violent jusqu'alors subi faute de choix. Cependant, l'activité de cadrage n'échappe pas à toute contrainte. Les cadres de l'action collective sont insérés dans un contexte culturel plus large. Les cadres cardinaux (*master frames*) fonctionnent comme un code linguistique et fournissent une grammaire qui connecte des schèmes ou des événements dans le monde⁷⁷. Cette construction du sens concerne aussi d'autres acteurs, comme par exemple ceux qui s'opposent à un mouvement social, les élites ou encore les médias, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs liés aux intérêts, aux objectifs et aux défis que relèvent les organisations d'un mouvement social⁷⁸. Il est intéressant d'étudier non seulement les associations mais aussi les élites face à elles pour comprendre la spécificité du contexte post-autoritaire en Russie. Si l'analyse en terme de cadres et de perceptions est pertinente, la compréhension des mouvements collectifs post-soviétiques est rendue difficile par l'emprunt de ces mouvements à différents cadres d'analyse et d'interprétation. L'analyse des cadres part du postulat selon lequel les mouvements protestataires cherchent à convaincre et à mobiliser le plus grand nombre. « Le travail de redéfinition idéologique n'est que le préalable, nécessaire mais non suffisant, à la participation effective du plus grand nombre », notent O. Fillieule et C. Péchu⁷⁹. Cette approche se situe dans un contexte démocratique où le nombre fait la force et la majorité. Est-il adaptable à un contexte non démocratique ?

La complexité des compositions

Les mouvements associatifs en Russie ne répondent ni aux logiques économiques du choix rationnel, ni aux soucis identitaires des nouveaux mouvements sociaux, ni à l'efficacité syndicale des sociétés industrielles. Mais un peu à tout cela. Autrement dit, ce ne sont pas des « systèmes distributifs simples comme les galères d'esclaves, les monastères,

⁷⁶ Snow, David. *op.cit.* p. 35.

⁷⁷ *Ibid.* p. 35.

⁷⁸ *Ibid.* p. 27.

⁷⁹ Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *op. cit.* p. 168.

les asiles ou les jardins d'enfants »⁸⁰. Cette complexité est tant liée aux aménagements de la période post-soviétique qu'aux parcours individuels des militants associatifs. Cette pluralité des régimes d'engagement explique la variété des justifications et des critiques qui les concernent. Pour mettre en forme théoriquement cette diversité, les travaux de Michael Walzer, dans son ouvrage *Spheres of Justice*, ou ceux de Laurent Thévenot et Luc Boltanski, dans *De la justification*, semblent utiles. Ces ouvrages tentent en effet d'isoler un certain nombre de « biens » qui orientent et fondent l'action collective. A la différence des approches en terme de choix rationnel, le marché est l'un de ces biens mais n'en constitue pas le principe fondateur. Il coexiste avec d'autres biens comme l'amitié, la rationalité ou le civisme. A partir de l'exemple des mouvements militants de défense des droits de l'homme en Russie, il nous semble pertinent de montrer la diversité des biens qui les anime. En effet, présentés comme les avant-postes du libéralisme et du civisme en Russie, ces mouvements empruntent en fait tout autant aux principes de l'amitié ou de l'efficacité industrielle pour fonder leur action. Dans un contexte où le libéralisme politique est en déclin⁸¹, ce sont même là les biens dominants qui leur permettent de poursuivre leur existence.

La grandeur civique

Dans le discours des défenseurs des droits de l'homme en Russie, la référence libérale et démocratique reste dominante. En effet, depuis la disparition de l'URSS, les partenaires internationaux des mouvements associatifs russes promeuvent la diffusion d'un modèle civique d'insertion des associations dans l'espace public russe. « La forme de généralité civique substitue au mode de relations personnelles un monde dans lequel toutes les relations doivent, pour être légitimes, être médiatisées par la référence à des êtres collectifs garantissant l'intérêt général, telles que les associations, institutions démocratiques... »⁸². Dans cette perspective, les relations sont désingularisées, au sens où les acteurs doivent, pour agir de façon acceptable, n'être présents que sous le rapport où ils se rattachent à des collectifs. Cette dimension collective et civique de leur action n'a pas échappé aux principaux animateurs des associations russes. Soucieux de promouvoir l'intérêt général au-delà de l'intérêt individuel de leurs membres, de nombreuses associations proposent des projets de réforme concernant l'ensemble de la société. C'est,

⁸⁰ Walzer, Michael. *Spheres of Justice. A Defense of Pluralism and Equality*. Oxford : Martin Robertson, 1983. p. 4.

⁸¹ Sur ce thème, voir Daucé, Françoise. « labloko ou la défaite du libéralisme politique en Russie ». *Critique Internationale*, 22, janvier 2004. p. 25-34.

⁸² Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, 1991. p. 22.

par exemple, le cas des comités de mères de soldats, qui, au-delà de la défense des conscrits, entendent proposer un projet de réforme de l'armée et de démocratisation de la société dans son ensemble. Les discours des ONG russes sont généralement en phase avec les conceptions libérales internationales. En 2003, les associations de défense des droits de l'homme ont organisé une Conférence des organisations civiques (*Vserossiiskaïa konferentsiâ graždanskikh organizatsii*). La déclaration adoptée à l'issue de cette conférence précise les principes des participants : « Ce n'est qu'ensemble, en dépassant les divergences et les oppositions particulières, que nous pourrons aider notre pays à sortir de l'impasse et à progresser réellement sur la voie de la démocratie »⁸³. L'argument démocratique témoigne de l'ancrage civique des mouvements russes.

La grandeur marchande

La grandeur marchande, dont nous avons critiqué le primat dans la première partie, doit cependant être prise en compte comme un bien parmi d'autres. En Russie post-soviétique, la libéralisation économique et les privatisations ont apporté de nouveaux cadres d'interprétation qui dépassent les seuls agents du marché. Les possibilités d'enrichissement offertes par la dérégulation de l'économie d'Etat sont porteuses de règles nouvelles de comportement. Ces règles relèvent de ce que l'on peut appeler la grandeur marchande. Elles supposent la mise en concurrence et la possibilité d'une compétition entre les acteurs. Les associations ne sont pas restées à l'écart de cette diffusion de la grandeur marchande dans la société. Cette grandeur rapproche les comportements associatifs du modèle du choix rationnel, que ce soit à la base, dans le quotidien des militants, ou à un niveau supérieur, dans la vision du monde économique. A la base, comme l'explique une militante, « les organisations à but non lucratif représentent aujourd'hui les exigences des gens, résolvent leurs problèmes en commun et satisfont leurs intérêts propres (*sobstvennye interesy*) »⁸⁴. La notion d'intérêt personnel est donc bien présente. C'est ce que montre aussi Sarah Henderson en soulignant que l'action collective peut permettre l'obtention de ressources précieuses, notamment économiques, dans un contexte difficile⁸⁵.

⁸³ Conférence des organisations civiques (*Vserossiiskaïa konferentsiâ graždanskikh organizatsij*), 27 et 28 octobre 2003.

⁸⁴ Intervention de G. Timošenko, responsable d'une association de défense des droits des consommateurs. « Tretij sektor stal zametnym âvleniem ». Intervention lors d'une table ronde organisée par le Congrès de l'intelligentsia du kraï de l'Altai à l'occasion du forum civique de 2001. <http://hist.dcn-asu.ru/ashpi/chrch.html#tim>

⁸⁵ Henderson, Sarah L. *op. cit.* p. 154.

La recherche de financements conduit les militants à participer aux jeux du marché, que ce soit au niveau national ou international. En l'absence de financements publics, les associations cherchent des financements privés. Parmi les difficultés liées à ces financements figure le problème de l'argent donné par les « oligarques » qui se sont constitué des fortunes à l'occasion des privatisations des années 1990. Lorsque les financements internationaux cessent, certaines associations n'ont pas trouvé de relais auprès des banques russes. Seuls les « oligarques » ont répondu à leurs demandes. Les associations ont dû alors effectuer un choix difficile : accepter des fonds à la provenance douteuse et à l'image négative ou mettre la clé sous la porte. La Fondation Sakharov a, par exemple, accepté des subventions émanant de Boris Berezovski. Cet argent lui a permis de poursuivre ses activités. Les associations qui ont accepté les fonds des oligarques ne cachent pas leurs sources de financement et jouent la carte de la transparence pour se dédouaner. Cependant, comme le souligne une militante, ce rapprochement n'est pas fortuit. Il existe une « symbiose » entre les grands entrepreneurs et les associations qui voient dans le pluralisme marchand une garantie contre le retour à un pouvoir industriel et monopolistique.

La grandeur industrielle

Même s'ils ont pu apparaître comme radicalement contestataires face au pouvoir soviétique puis au projet autoritaire de V. Poutine, les mouvements associatifs en Russie empruntent par certains aspects à l'expérience soviétique et à l'injonction patriotique du régime actuel. Si la dimension civique et libérale est dominante dans leurs discours, elle coexiste dans la pratique avec un souci d'efficacité dans les relations avec l'Etat. Le thème de la rationalisation des relations entre les associations et l'Etat nous invite à considérer que la plupart des associations n'ont pas complètement rompu avec la grandeur industrielle valorisée à l'époque soviétique. Cette grandeur se caractérisait par le souci de l'efficacité, de la performance, de l'avenir et de l'expertise⁸⁶. Pour présenter et comprendre cet héritage, un bref détour historique est nécessaire. A l'époque soviétique, les associations (organisations sociales) étaient placées sous la direction du Parti communiste. Selon la définition de Mme lampolskaïa, les organisations sociales en URSS étaient « des unions de citoyens soviétiques, créées conformément à leurs intérêts par leur volonté, sur la base d'une adhésion volontaire et de l'autonomie de gestion, en vue de développer leur initiative et leur

⁸⁶ Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent. *op. cit.* p. 21.

activité, orientée vers l'établissement du communisme »⁸⁷. Le terme d'organisation sociale s'appliquait aux syndicats, au Komsomol, aux coopératives et aux associations. Ces dernières étaient principalement représentées par des associations scientifiques, de vulgarisation scientifique, de rationalisation et d'invention, union d'écrivains, d'artistes, de journalistes, de diffusion de la culture, associations sportives...⁸⁸ Ces associations se sont développées autour des années 1960, à la période du dégel khrouchtchévien. La société des inventeurs et des rationalisateurs comptait 1,3 million de membres en 1959 et 4 millions en 1967. A l'époque, la juriste soviétique C. Iampolskaïa écrivait : « La progression de l'URSS vers le communisme entraîne une augmentation systématique du rôle des organisations dans la vie de la société soviétique. (...) Sont transférées à la collectivité non pas les fonctions des soviets, mais celles de l'appareil exécutif et administratif qui leur est soumis (...). Le sens de ce transfert consiste justement en ce que la fonction transmise est prise en charge, non plus par l'appareil rémunéré des agents de l'Etat, mais par la collectivité, durant ses loisirs »⁸⁹. Il s'agit bien d'une volonté de rationaliser économiquement le fonctionnement de l'Etat en remplaçant l'activité de certains de ses fonctionnaires par un engagement bénévole de membres de la population. Certes, il existait aussi des formes d'action collective d'opposition dans l'URSS de Khrouchtchev. Après la mort de Staline, les années 1960 ont aussi vu le développement de mouvements protestataires et de désordres sociaux dans le pays. Cependant, comme le note V. Kozlov, peu de ces mouvements, à l'exception de la mobilisation des mineurs à Novotcherkassk, ont défié réellement le pouvoir soviétique. Ils ne constituaient pas un danger pour l'Etat soviétique et pouvaient même être considérés comme un mécanisme d'alerte face à l'émergence de sérieux problèmes sociaux⁹⁰.

La grandeur industrielle et la rationalisation du système politique sont des dimensions bien présentes dans les mobilisations en Russie aujourd'hui. L'Etat russe a actuellement des exigences de plus en plus fortes vis à vis des associations et les conçoit comme des relais de sa politique. Cette vision est intégrée dans un projet de hiérarchisation des liens entre le pouvoir, la société et l'économie. La politique de V. Poutine à l'égard des associations de défense des droits de l'homme a été publiquement présentée à l'occasion du Forum civique

⁸⁷ Iampolskaïa, S.Â. *Obščestvennye organizacii i razvitie socialističeskoj gosudarstvennosti*. Moscou, 1965. Traduction française : *Les organisations sociales et le développement de la socialisation de l'Etat*. Paris : Ed. du CNRS, 1968. Cité par M. Lesage. *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est*. Paris : PUF, 1971. p. 233.

⁸⁸ M. Lesage. *op. cit.* p. 234.

⁸⁹ *Ibid.* p. 25.

⁹⁰ Kozlov, Vladimir A. *Mass Uprisings in the USSR: Protest and Rebellion in the Post-Stalin Years*. London and Armonk : M.E. Sharpe, 2002.

de Moscou en 2001 et du Forum russe (*Rossijskij forum*) de Nijni-Novgorod en 2003. Le forum a été organisé à l'initiative de la Commission pour les droits de l'homme près le Président de la Russie. D'après ses organisateurs, le forum est « un événement regroupant des experts, destiné à favoriser l'émergence de solutions efficaces, en prenant en compte les intérêts de la société et du pouvoir »⁹¹. Au travers des termes qu'elle emploie (expertise, efficacité...), la Commission pour les droits de l'homme entend participer à une opération de rationalisation des relations entre le pouvoir et le mouvement associatif. En d'autres termes, et pour reprendre les mots adressés par V. Poutine aux participants, « votre forum est invité à prendre des décisions, dont dépendent directement le développement réussi de la société civile et le partenariat social dans le pays. (...) La compétence reconnue des participants au Forum rend possible sa réussite. Je suis persuadé que le Forum russe assurera un soutien pratique à l'activité civique et sera capable de favoriser la vie sociale du pays par le renforcement de la stabilité et de la concorde »⁹².

Le discours expert rencontre des échos au sein des mouvements associatifs russes. Comme le remarquent A. Bérélowitch et M. Wieviorka à propos des mouvements écologistes, « héritière d'une pratique qui remonte aux années soixante et à la tradition des brigades, auxquelles les plus anciens membres du groupe ont participé, l'action de protection de la nature repose sur des convictions qui impliquent le primat absolu de l'écologie sur toute autre préoccupation. Elle revêt plusieurs formes, qui toutes l'écartent de projets politiques et dessinent un espace au sein duquel coexistent des certitudes scientifiques et des valeurs morales et culturelles »⁹³. Cette remarque s'applique à certaines associations de défense des droits de l'homme, soucieuses d'efficacité, et qui ont accepté de participer aux forums organisés par l'Etat russe. Comme l'explique un défenseur des droits de l'homme, « l'activisme social dépend de la qualité des responsables. Dans les premières années de la perestroïka, beaucoup d'actions ont été menées, mais de manière chaotique. Les gens ne savaient pas que c'était un boulot. Aujourd'hui, ceux qui sont restés sont les plus compétents »⁹⁴. La revendication de compétence peut justifier une action concertée et rationalisée avec les services de l'Etat. Ainsi, à l'occasion du forum civique de 2001, lors de tables rondes consacrées à la sécurité nationale et à la politique étrangère, les participants associatifs ont rédigé un texte évoquant « la nécessité de renforcer la coopération entre les

⁹¹ Extrait de la lettre d'information sur le forum publiée par la Commission pour les droits de l'homme près le Président. <http://www.h-rights.ru/obj/doc.php?ID=194530>

⁹² <http://www.h-rights.ru/obj/doc.php?ID=196182>

⁹³ Bérélowitch, Alexis, Wieviorka, Michel. *op. cit.* p. 302.

⁹⁴ Entretien avec un membre de Graždanskij Kontrol' (Citizens' watch), 13 décembre 2003.

structures sociales et étatiques, en particulier par la création d'un réseau d'expertise sur les questions de politique étrangère et de sécurité nationale. (...) Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait raisonnable (*razumno*) de créer un système de groupes d'experts nationaux (*sistema svoeobraznyh nacional'nyh èkspertnyh laboratorij*) renforcé par un système d'information spécialisé et professionnel des experts civils »⁹⁵. Le thème de l'expertise, proposé par le pouvoir russe, est relayé par les associations les plus proches du pouvoir mais aussi par certains militants des droits de l'homme, soucieux d'efficacité et de légitimation. Pour ces derniers, l'enjeu est de garantir l'efficacité de leur action mais aussi de bénéficier des ressources que l'Etat est susceptible de leur accorder (accès aux « ressources administratives »). A l'opposé, certaines associations, comme la Fondation Sakharov, refusent toute formalisation de leurs relations avec le pouvoir d'Etat et toute participation aux forums civiques.

La grandeur domestique

Une quatrième dimension est décelable dans l'action des associations de défense des droits de l'homme : celle du domestique. Elle est particulièrement notable dans l'organisation concrète et quotidienne de l'action associative. Les liens de parenté et d'amitié sont mis en avant par les militants ainsi qu'un souci constant pour les autres membres du groupe. Des actions collectives peuvent à l'occasion être mises en œuvre entre différentes associations. La connivence entre les défenseurs des droits de l'homme est forte. Comme le dit une militante, évoquant le groupe de défenseurs des droits de l'homme avec lequel elle travaille : « Nous formons une équipe de gens qui collaborent depuis longtemps et qui se comprennent »⁹⁶. La connivence est fondée sur l'histoire. La mémoire du passé soviétique et des répressions est l'un des points communs qui unit les militants associatifs. Cette mémoire fonde leur solidarité. Comme l'explique un responsable associatif, « nous menons un travail de long terme. Il y a eu soixante-dix ans de silence, que nous paierons toute notre vie. Nous sommes dans une période de réhabilitation post-totalitaire. Dans mon association, je ne prends pas de gens qui veulent des résultats tout de suite. Nous travaillons pour nos petits-enfants »⁹⁷. Ces liens du proche s'inscrivent dans la définition de la grandeur domestique, donnée par L. Boltanski et L. Thévenot, lorsqu'ils écrivent : « Les ressources domestiques

⁹⁵ Texte disponible sur le site de l'Institut pour les problèmes de la société civile : <http://www.inpgo.ru/site/?text=141>

⁹⁶ Entretien avec S.G., 11 décembre 2003.

⁹⁷ Entretien avec un membre de Graždanskij Kontrol' (Citizens' watch), 13 décembre 2003.

sont mises en œuvre dans un mode de gestion du personnel qui valorise l'expérience spécifique acquise par l'ancienneté dans la maison, et qui s'éloigne en cela d'un ordre marchand dans lequel les êtres doivent être mobiles, sans attaches et sans passé »⁹⁸. Cela ne signifie pas l'absence de conflits entre les militants associatifs mais ces conflits, lorsqu'ils ont lieu, se déroulent dans un cadre familial qui tente d'éviter toute publicité.

L'importance des relations personnelles entre les membres des associations en Russie imprime à leur action un tour très particulier. Que ce soit dans les relations des militants associatifs avec les personnes qui les sollicitent ou avec les autorités, la dimension domestique est fortement présente. Les mères de soldats, qui s'opposent officiellement à l'armée russe et au ministère de la défense, développent parallèlement des relations personnelles avec des responsables militaires qui les aident. Comme l'explique V. Melnikova, « Il n'y a pas vraiment de loi. Le système est pernicieux. Seuls les contacts personnels sont importants »⁹⁹. Le développement de ce type de relations inter-individuelles a été souvent décrit en Russie et généralement rattaché à la catégorie des « relations informelles ». Ce qui nous semble important ici, c'est que les relations personnelles nouées entre les mères de soldats et des officiers russes ne sont pas susceptibles d'un agrandissement politique. En effet, les aides ou passe-droits accordés par des officiers ou des médecins militaires pour aider tel ou tel jeune conscrit ne peuvent faire l'objet de publicité.

Cette importance des liens du proche pose la question de l'appartenance (*membership*) et de l'admission au sein des associations. Comme le souligne M. Walzer, « Nous sommes tous membres de groupes formels et informels de différente sorte. Nous connaissons leur fonctionnement intimement. Et tous ces groupes ont nécessairement des politiques d'admission »¹⁰⁰. La question de l'admission, posée à partir de l'analyse des relations quotidiennes, porte un enjeu politique. Des critères d'admission fondés sur la connaissance interpersonnelle, l'amitié et la familiarité sont-ils susceptibles de participer d'une communauté politique plus large ? Dans le cas des associations russes, la politique d'admission n'est pas fondée sur une logique marchande (paiement d'une cotisation) mais sur des principes domestiques qui limitent leur élargissement. La familiarité entre les

⁹⁸ Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent. *op. cit.* p. 21.

⁹⁹ Citation extraite de Daucé, Françoise. « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe ». *op. cit.* p. 151.

¹⁰⁰ Walzer, Michael. *op. cit.* p. 36.

militants associatifs est rendue possible par la dimension réduite de ce groupe. Elle alimente le sentiment de rupture entre les militants et le reste de la population.

Les compositions

Après avoir isolé quatre grandeurs au fondement de l'action associative en Russie, il convient de s'interroger sur leurs agencements. Comme l'explique L. Thévenot, « la décomposition des modes d'engagement dans le monde trouve ses bénéfices à l'examen de leur composition dans la vie ensemble »¹⁰¹. L'originalité des arrangements qui se déploient dans le milieu associatif russe est manifeste dans les pratiques quotidiennes des militants. Les compositions entre grandeur domestique et engagement civique peuvent s'expliquer par la permanence de pratiques héritées du soviétisme. Parmi les militants des droits de l'homme aujourd'hui, nombreux sont les anciens dissidents du temps de l'URSS habitués à fonder leur engagement sur des arrangements privés pour échapper au regard du pouvoir. Pour ne prendre qu'un exemple, Boris Poustintsev et de Iouri Vdovin, responsables de l'association *Grajdanskii kontrol'* (Contrôle civil) à Saint-Pétersbourg, se sont rencontrés à l'époque soviétique « dans un club de jazz (...) où se réunissaient des gens ayant un « différend esthétique » avec le régime. On n'y parlait pas de politique mais l'amour même du jazz, une musique fondée sur l'improvisation, supposait un esprit d'indépendance et une liberté de pensée »¹⁰². Ce témoignage illustre la spécificité des pratiques militantes héritées de l'URSS et la dimension civique des comportements privés.

L'héritage soviétique ne suffit cependant pas à comprendre la complexité des pratiques militantes en Russie aujourd'hui. Les témoignages relatifs aux associations créées après la perestroïka montrent les arrangements nouveaux nés de la libéralisation et de la démocratisation. Ici, l'exemple du Comité des mères de soldats de Moscou, créé sous M. Gorbatchev pour aider les jeunes Russes à échapper à l'armée, est éclairant. La responsable du Comité des mères de soldats de Moscou, Valentina Melnikova, explique ainsi : « nous ne sommes qu'une trentaine de femmes à disponibilité variable. Polyvalentes, nous pouvons, dans la même journée, accueillir une dizaine de mères, mettre à jour les comptes du Comité, poster du courrier, aller à un rendez-vous avec un député et passer la

¹⁰¹ Thévenot, Laurent. « Biens et réalités de la vie en société. Disposition et composition d'engagements pluriels ». In : M. Breviglieri, C. Lafaye, D. Trom, D. (dir.). *op.cit.*

¹⁰² *Pravozaščitnoe dvizhenie v Rossii. Kollektivnij portret* (Le mouvement des droits de l'homme en Russie. Un portrait collectif). Moscou : OGI, 2004. p. 137.

serpillière dans le couloir »¹⁰³. Ces différentes activités relèvent bien de différents référents : engagement civique, revendication politique, activité domestique... Comme l'explique encore V. Melnikova, « certaines femmes sont arrivées chez nous à titre professionnel : elles sont journalistes, sociologues, psychologues. Elles nous ont d'abord apporté leur expertise, puis se sont laissé accaparer par le travail du Comité. Toutes finissent par faire, comme nous, un peu tout et n'importe quoi »¹⁰⁴. Un processus d'apprentissage des différentes composantes de l'action militante est à l'œuvre chez les membres des mouvements associatifs. L'appartenance à une seule grandeur (l'expertise) ne suffit pas à fonder l'engagement. Elle doit se doubler d'une participation aux activités collectives domestiques. A l'inverse, l'engagement domestique n'est pas suffisant mais doit se doubler de l'acquisition de compétences expertes. Comme le raconte V. Melnikova, « en 1997, était venue au Comité une femme assez jeune, appelée Irina. (...). N'étant ni médecin, ni juriste, Irina n'avait pas pu empêcher le commissariat militaire de déclarer son fils apte au service (...). Irina s'est mise au travail. Elle a d'abord réussi à faire hospitaliser son fils, puis, au bout de plusieurs mois, grâce à son obstination, à le faire déclarer inapte.(...) Un an plus tard, elle a été désignée pour représenter le Comité des mères de soldats à un procès dans la région de Tambov »¹⁰⁵. Ce cheminement militant est présenté comme exemplaire au sein du Comité des mères de soldats et montre le passage d'un militantisme sentimental (l'obstination) à un militantisme professionnel (la représentation).

La diversité des référents militants est aussi décelable dans l'organisation concrète des espaces associatifs en Russie. Généralement installés dans des appartements privés en location, les bureaux des associations témoignent dans leur organisation spatiale de l'enchevêtrement des référents : les ordinateurs y côtoient la bouilloire et les biscuits, la déclaration universelle des droits de l'homme y rencontre la presse gratuite... Cette diversité est vécue comme naturelle au quotidien. Elle s'accompagne généralement d'une présence extensive des militants dans les locaux associatifs. Cette pratique est caractéristique d'une faible différenciation entre vie privée et vie publique. V. Melnikova, du Comité des mères de soldats, raconte : « Nous y passons nos journées, souvent jusqu'à des heures indues. Je ressens, comme mes collègues, une culpabilité envers nos familles que nous délaissons forcément »¹⁰⁶. En Europe occidentale, à l'inverse, les sociologues observent une tendance

¹⁰³ Melnikova, Valentina, Lebedev, Anna. *Les petits soldats. Le combat des mères russes*. Paris : Bayard, 2001. p. 80.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.* p. 79.

¹⁰⁶ *Ibid.* p. 82.

croissante à la différenciation. Comme le note Jacques Ion, évoquant les réunions associatives, « la poursuite ou l'achèvement de la réunion autour d'un verre dans le débit de boisson proche devient presque l'exception quand elle était hier l'ordinaire. C'est là à la fois la marque d'une recherche de plus grande efficacité, mais aussi d'une démarcation plus poussée entre la vie du groupement et la vie privée »¹⁰⁷. Les pratiques militantes observées en Russie relèveraient donc d'une forme d'organisation faiblement différenciée.

Les critiques

La coexistence, au sein des mouvements de défense des droits de l'homme, de grandeurs différentes voire opposées suscite un faisceau de critiques contre elles. Les démocrates, les libéraux et les partisans d'un Etat fort critiquent le fonctionnement des associations russes actuelles. Mais leurs critiques convergentes sont émises à partir de points de vue radicalement opposés. Comme le souligne Michael Walzer, « on distingue souvent les intérêts économiques (que l'on suppose rationnels et rassembleurs) et l'origine, le sang, la culture, l'histoire (facteurs de division) »¹⁰⁸. Pour les démocrates et les libéraux, ces derniers référents sont perçus comme dommageables pour l'action des associations alors qu'ils sont valorisés par les tenants du patriotisme ou de la coopération avec l'Etat. Les faiblesses des mouvements collectifs en Russie sont mises en lumière à partir de différents angles. Pour ne prendre qu'un exemple, le financement des associations par le capital privé des oligarques suscite deux types de critiques. D'une part, la grandeur marchande entre en conflit avec les principes de la grandeur civique, soucieuse d'engagement moral. De l'autre, l'Etat russe, par la voix de son Président, perçoit comme une menace la collaboration des associations et des entrepreneurs et jette le discrédit sur ces liens en les qualifiant de criminels voire de terroristes. En fonction de leur propre engagement, les observateurs des mouvements associatifs en Russie émettent des critiques contradictoires qui toutes débouchent sur un constat de crise des associations.

¹⁰⁷ Ion, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : Editions de l'Atelier, 1997. p. 62.

¹⁰⁸ « L'un est le multiple. Entretien avec Michael Walzer ». *Courrier de l'UNESCO*, 2000. http://www.unesco.org/courier/2000_01/fr/dires/txt1.htm

La critique démocrate

Pour les démocrates, la question centrale est celle de la création d'une société civile. Leur critique se déploie à la fois contre les grammaires marchandes, industrielles et domestiques qui coexistent au sein des associations. K. Rousselet écrit ainsi : « Le recours généralisé aux « ressources administratives » et l'importance accordée aux relations personnelles ont sans nul doute favorisé l'atomisation sociale, éventuellement la constitution de groupes de pression, mais ont empêché la formation de solidarités abstraites au sein des groupes sociaux »¹⁰⁹. La dimension industrielle (« les ressources administratives ») et domestique (« les relations personnelles ») font l'objet de la critique civique et démocrate. Plus concrètement, pour James Richter, « les organisations qui existent sont généralement petites, hésitantes et incapables de survivre à l'enthousiasme de leurs leaders »¹¹⁰. Le modèle civique est perçu comme incompatible avec les relations personnelles qui ne peuvent s'exercer qu'au sein de groupes réduits numériquement. Mais plus encore, les hésitations, qui traduisent l'existence de références morales contradictoires et non la domination de la grandeur civique, seraient incompatibles au sein des mouvements collectifs. Pour les démocrates occidentaux, la pluralité des références des militants russes est un facteur de faiblesse.

La critique libérale

Pour les libéraux¹¹¹, les coopérations qui se développent entre les associations russes et l'Etat depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir sont contraires aux principes de l'ancrage privé des associations et de leur liberté face aux pouvoirs publics. La critique libérale est émise par certains observateurs qui notent que le risque de compromission est grand pour les associations qui acceptent de collaborer avec les représentants de l'Etat russe. « Si l'aide occidentale diminue et qu'il n'y a pas de ressources venant de la base, les nouveaux militants professionnels ne peuvent trouver des ressources que du côté du

¹⁰⁹ Favarel-Garrigues, Gilles, Rousselet, Kathy. *op. cit.* p. 41. Il convient de souligner ici que les propos de Kathy Rousselet ne visent pas à disqualifier les mouvements associatifs mais à souligner l'importance de la grandeur domestique en leur sein.

¹¹⁰ Richter, James. « Promoting Activism or Professionalism in Russia's Civil Society? » *PONARS Policy Memo*, 51, novembre 1998. http://www.csis.org/ruseura/ponars/policymemo/pm_0051.pdf

¹¹¹ Il convient ici de différencier le libéralisme économique et le libéralisme politique, même si les deux peuvent se rejoindre. Le libéralisme politique propose un Etat neutre (par rapport au bien) et léger (minimal). En Russie, le libéralisme politique revêt une dimension anti-étatique.

business ou, surtout en Russie, du côté de l'Etat »¹¹². L'accent est bien mis ici sur la rationalité économique des militants à la recherche de ressources pour financer leurs actions. Les critiques libérales se déploient à la fois contre les associations engagées aux côtés de l'Etat et contre l'Etat russe lui-même. Le terme de référence central ici n'est pas seulement celui de « société civile » mais aussi celui de « troisième secteur » (*third sector*). Le troisième secteur est défini comme l'ensemble des « organisations à but non lucratif, généralement professionnelles, organisées d'une manière formelle et différenciées fonctionnellement qui oeuvrent en interaction avec l'Etat et les acteurs du marché »¹¹³. Cette vision du troisième secteur suppose l'indépendance des associations à l'égard de l'Etat, la mise en concurrence des acteurs de ces différents secteurs et exclut toute soumission hiérarchique aux pouvoirs publics. C'est ce qui explique les critiques des libéraux à l'encontre de la politique de l'Etat russe à l'égard des mouvements associatifs.

La critique étatiste

A l'inverse, pour les nationalistes (patriotes russes), les associations doivent avant tout collaborer avec l'Etat. Ils estiment que la crise des associations russes est liée au développement de leurs coopérations avec leurs partenaires occidentaux ainsi qu'avec les entrepreneurs. Dans leur perspective, les associations comme les entrepreneurs privés doivent avant tout se soumettre aux injonctions de l'Etat. Les principaux responsables politiques en Russie aujourd'hui sont les relais de cette critique patriote et s'attachent à discréditer l'aide internationale (soucieuse de civisme) comme l'aide des entreprises (fondée sur les principes du libéralisme) aux associations non-gouvernementales. Vladimir Poutine lui-même, dans son adresse à l'Assemblée fédérale du 26 mai 2004, a explicitement mis en cause les financements internationaux et privés des associations. Il a en effet consacré une partie de son intervention au rôle des « associations non-politiques » (*o roli nepolitičeskikh obščestvennyh organizacij*). Le Président russe a déclaré : « Des milliers d'organisations civiles et d'unions existent et travaillent de manière constructive dans notre pays. Mais elles sont loin d'être toutes dévouées à la défense des intérêts réels des gens. Une partie de ces organisations a pour objectif principal de recevoir des financements de fondations étrangères influentes, d'autres servent des intérêts commerciaux ou particuliers douteux. Pendant ce temps, les problèmes les plus importants du pays et de ses citoyens passent inaperçus. Je dois dire que lorsque l'on évoque les atteintes aux droits fondamentaux de l'homme, aux

¹¹² Richter, James. *op. cit.*

¹¹³ Cette définition est donnée par Richter, James. *op. cit.*

intérêts réels des gens, la voix de ces organisations est inaudible. Et ce n'est pas par hasard : elles ne peuvent tout simplement pas mordre la main qui les nourrit »¹¹⁴. V. Poutine oppose les intérêts internationaux (comprendre occidentaux) et commerciaux aux intérêts réels des gens dans le pays. Dans ses déclarations, il revendique et assume la rupture avec le projet civique et libéral du début des années 90.

La critique communautarienne

Pour les communautariens, la concurrence entre les associations russes et leurs coopérations avec l'Etat mettraient en cause les principes de solidarité concrète¹¹⁵ (connivence, complicité) qui fondent l'action associative et constitueraient une menace pour l'avenir des mouvements militants en Russie. Ils apportent une critique radicale qui se dresse tant contre le concept de « société civile » que contre celui de « troisième secteur ». Les militants de cette tendance se présentent comme les membres de « la société civile alternative » (*Al'ternativnoe graždanskoe obščestvo*). Dans leur approche, cette dernière « ne constitue pas une partie du système politique existant et ne résout pas les problèmes de ce système. La société civile alternative ne critique pas les dysfonctionnements ponctuels du système mais le système dans son ensemble. C'est pourquoi elle ne se prononce pas en faveur de sa réforme mais pour son changement radical ». Les militants alternatifs revendiquent leur absence de professionnalisme et leur bénévolat¹¹⁶.

¹¹⁴ <http://www.kremlin.ru/text/appears/2004/05/64879.shtml>

¹¹⁵ Par opposition au civisme qui privilégie une solidarité anonyme.

¹¹⁶ Voir cette définition de la société civile alternative sur le site du projet ukrainien Ecolife : <http://ecolife.org.ua/education/apress/green/gl6.php>

CONCLUSION

Depuis plusieurs années, des philosophes et des sociologues du politique insistent sur la pluralité des grammaires à l'œuvre dans les sociétés contemporaines. Cette approche se fonde sur une critique de l'école rationnelle et de la présentation du marché comme mécanisme universel de répartition des biens dans la société. Comme le souligne Michael Walzer, « tout au long de l'histoire, le marché a été l'un des plus importants mécanismes de distribution des biens sociaux, mais il n'a jamais constitué un système distributif complet »¹¹⁷. Dans le cas russe, la libéralisation politique et économique, engagée sous l'auspice de conseillers libéraux à la fin des années 1980, a pu faire croire à la substitution rapide de l'Etat par le marché dans le cadre de la transition démocratique. Cette transition a au contraire contribué à mettre en lumière la pluralité des mécanismes de distribution qui existaient à l'époque soviétique¹¹⁸ et à les complexifier en introduisant de nouveaux mécanismes marchands et civiques. Dans la Russie d'aujourd'hui, le pluralisme des « sphères de justice » est plus exacerbé encore que dans les sociétés occidentales et les conflits entre ces sphères plus extrêmes. Le cas des mobilisations collectives en témoigne. Placées au carrefour de différentes grandeurs, elles sont soumises à des tensions très fortes. Ces tensions illustrent le chemin politique parcouru depuis la disparition de l'URSS mais montrent aussi les limites d'une transition qui se voulait initialement « démocratique ». Entre l'héritage soviétique, l'ouverture internationale et les expérimentations libérales, une variété de stratégies et de valeurs s'assemblent et évoluent. L'étude de ces évolutions nécessite la mise en œuvre d'une grille d'analyse et de méthodes d'observation capables de rendre compte de cette complexité. Loin d'être figés par des rapports de force socio-économiques, les militants associatifs en Russie tentent d'élaborer ensemble des pratiques adaptées à leurs convictions, à leurs besoins et à leur environnement. L'approche pragmatique qui appréhende la politique « sous les auspices de l'événementiel et de l'expérimental, pensée comme une opération continue de traitement de l'intempestif et de l'inédit »¹¹⁹ semble en mesure de mieux les comprendre. Elle permet aussi d'analyser la multiplication des critiques publiques qui se déploient à l'encontre des associations. Chaque

¹¹⁷ Walzer, Michael. *op. cit.* p. 4.

¹¹⁸ Comme le souligne M. Walzer, « aucun pouvoir d'Etat n'a jamais été assez puissant pour réguler tous les domaines de l'échange et du partage qui fondent la société ». *op. cit.*

¹¹⁹ Stavo-Debaugé, Joan, Trom, Danny. « Le pragmatisme et son public à l'épreuve du terrain ». In : Bruno Karsenti, Louis Quéré. *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*. Paris : Editions de l'EHESS, 2004. p. 196.

conflit qui se développe permet de mettre en lumière les justifications de chacun des acteurs impliqués dans l'échange. Ces justifications se déploient à partir de biens opposés (civisme, libéralisme, étatisme, familiarité...). Elles montrent elles-aussi la complexité des référents associatifs qui coexistent, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Dans le contexte post-soviétique, la cohésion d'un petit nombre de militants constitue une réponse aux tensions qui existent entre les différentes grandeurs qui s'imposent à eux. Plutôt que d'en dénoncer la fragilité, il est peut-être pertinent de les considérer comme les révélateurs d'une vie politique plus complexe qu'il n'y paraît au premier coup d'œil.

Bibliographie

Sur les mobilisations collectives

- Badie, Bertrand. *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*. Paris : Fayard, 1986.
- Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, 1991.
- Bourdieu, Pierre. « Un acte désintéressé est-il possible ? ». *Raisons pratiques*. Paris : Le Seuil, 1994.
- Caillé, Alain. « La rationalité économique n'existe pas ». *Bulletin du MAUSS*, 13, 1985.
- Cours-Salies, Pierre, Vakaloulis, Michel. *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*. Paris : PUF, Collection « Actuel Marx Confrontation », 2003.
- Dodier, Nicolas. « L'espace et le mouvement du sens critique ». novembre 2003.
<http://forum.u-paris10.fr/CD/fr/colloque/DODIER%20NICOLAS%20-%20PROPOSITION.pdf>
- Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993.
- Fillieule, Olivier, Mayer Nona (dir.). « Devenir militants (recueil d'articles) ». *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001.
- Fillieule, Olivier. *Devenir militants*. Paris : Belin, 2004.
- Goffman, Erving. *Les cadres de l'expérience*. Paris : Editions de Minuit, 1991.
- Gurr, Ted Robert. *Why Men Rebel ?* Princeton : Princeton University Press, 1974 (4^e édition).
- Ion, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : Editions de l'Atelier, 1997.
- Karsenti, Bruno, Quéré, Louis. *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*. Paris : Editions de l'EHESS, 2004.
- Kymlicka, Will. « Multiculturalism and minority rights: West and East ». *Journal of Ethnopolitics and Minority Issues in Europe (JEMIE)*, 4, 2002. http://www.ecmi.de/jemie/special_4_2002.html
- Kymlicka, Will. *Les théories de la justice. Une introduction*. Paris : La Découverte, 2003.
- Mathieu, Lilian. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52 (1), février 2002.
- Mathieu, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Editions Textuel, collection « La Discorde », 2004.
- Meyer, David S., Tarrow, Sidney. *The Social Movement Society*. Boston : Rowman and Littlefield Publishers, 1998.
- Mouchard, Daniel. « Politique délibérative et logiques de mobilisation: le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, 57, 2002.
- Mouchard, Daniel. « Les mobilisations des 'sans' dans la France contemporaine : l'émergence d'un 'radicalisme autolimité' ? ». *Revue française de science politique*, 52 (4), 2002.
- Neveu, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 1996.
- Obershall, Antony. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs: Prentice Hall. 1973.
- Olson, Mancur. *Logique de l'action collective*. Paris : PUF, 1987.
- Putnam, R. D. « Bowling alone: America's declining social capital », *The Journal of Democracy*, 6 (1), 1995. p. 65-78.
- Siméant, Johanna. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences po, 1998.

Snow, David. « Analyse de cadres et mouvements sociaux ». In : Daniel Cefaï, Danny Trom (dir.). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris : Editions de l'EHESS, 2001. p.27-49.

Snow, D.A., Soule, S.A., Kriesi, H. (eds). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden : Blackwell, 2004.

Tilly, Charles. *La France contestée, de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986.

Touraine, Alain. *La voix et le regard*. Paris : Le Seuil, 1978.

Walzer, Michael. *Spheres of Justice. A Defense of Pluralism and Equality*. Oxford : Martin Robertson, 1983.

Sur les mobilisations collectives dans l'Europe communiste et post-communiste

Daucé. Françoise. « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, juin 1997. p. 121-153.

Diligenskij, G.G. *Lûdi srednogo klassa* (Les gens de la classe moyenne). Moscou : Fondation « Obščestvennoe mnenie », 2002.

Elster, J., Offe, C., Preuss, U.K. *Institutional Design in Post-communist societies. Rebuilding the Ship at Sea*. Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

Fainberg, Marie, Loutsenko, Anna. *Memorial ou l'émergence d'une société civile en Russie*. Mai 2002. <http://www.ceri-sciences-po.org/archive/mai02/artmfal.pdf>

Favarel-Garrigues, Gilles, Rousselet, Kathy. *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?* Paris : CERI-Autrement, 2004.

FIDH. *Russie : les défenseurs des droits de l'homme face à la dictature de la loi*. Rapport de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, 401, septembre 2004.

Harhordin, Oleg. « Proekt Dostoievskogo » (Le projet de Dostoïevski). *Pro et Contra*, 2, automne 1997. <http://www.carnegie.ru/ru/pubs/procontra/55566.htm>. (Voir aussi Kharkhordine)

Harhordin, Oleg. *Obličat' i licemerit'. Genealogiâ rossijskoj ličnosti* (Dénoncer et faire l'hypocrite. Une généalogie de l'individualité en Russie). Saint-Petersbourg : Letnij sad, 2002. (Voir aussi Kharkhordine)

Henderson, Sarah L. « Importing civil society: Foreign aid and the women's movement in Russia ». *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, hiver 2000.

Henderson, Sarah L. « Selling civil society: Western aid and the NGO sector in Russia ». *Comparative Political Studies*, mars 2002. p. 139 – 167.

Henderson, Sarah L. *Building Democracy in Contemporary Russia: Western Support for Grassroots Organizations*. Ithaca : Cornell University Press, 2003.

IMEMO. *Graždanskoe obščestvo. Mirovoj opyt i problemy Rossii* (La société civile. Expérience mondiale et problèmes russes). Moscou : Editorial URSS, 1998.

Kharkhordine, Oleg. *The Collective and the Individual in Russia: A Study of Practices*. Berkeley, University of California Press, 1999. (Voir aussi Harhordin)

Kozlov, Vladimir. *Massovye besporâdki v SSSR pri Hruščeve i Brežneve (1953 v načalo 1980-h gg.)*(Les désordres de masse en URSS sous Khrouchtchev et Brejnev (1953-début des années 1980)). Novosibirsk, 1999.

Kozlov, Vladimir A. *Mass Uprisings in the USSR: Protest and Rebellion in the Post-Stalin Years*. London and Armonk : M.E. Sharpe, 2002. (Traduction en anglais, mais dans une version abrégée, de l'ouvrage précédent).

Kramer, Mark. « Collective protests and democratization in Poland 1989-1993: Was civil society really "rebellious" ? » *Communist and Post-Communist Studies*, 35 (2), 2002. p. 213-236.

Kubik, Jan. « Institutionnalization of protest during democratic consolidation in Central Europe ». In : David S. Meyer, Sidney Tarrow (eds). *The Social Movement Society*. Boston : Rowman and Littlefield Publishers, 1998. p. 131-152.

Ledeneva, Alena. « Neformal'naâ sfera i blat : graždanskoe obščestvo ili (post)sovetskaâ korporativnost ? » (L'informel et le piston : société civile ou corporatisme (post)soviétique ?). *Pro et Contra*, 2, automne 1997. <http://www.carnegie.ru/ru/pubs/procontra/55566.htm>

Le Huérou, Anne, Rousselet, Kathy. *La société civile en Russie. De l'utopie à l'engagement civique ?* Paris : La Documentation française, *Problèmes Politiques et Sociaux*, 1999.

Melnikova, Valentina, Lebedev, Anna. *Les petits soldats. Le combat des mères russes*. Paris : Bayard, 2001.

Pelczynski, « Z. solidarity and 'The rebirth of civil society ». In: J. Keane (ed.). *Civil Society and the State*. L., Verso, 1988.

Richter, James. « Promoting Activism or Professionalism in Russia's Civil Society ? » *PONARS Policy Memo*, 51, novembre 1998. http://www.csis.org/ruseura/ponars/policymemo/pm_0051.pdf

Sianko, Anna. « Associations et protestation dans la transition polonaise ». *Revue de l'OFCE*, (2002-01), 80. p.169-180. <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/6-80.pdf>

Shlapentokh, Vladimir. « Russian patience : A reasonable behavior and a social strategy ». *Archives européennes de sociologie*, 36 (2), 1995. p. 247-280.

Weigle, Marcia A. *Russia's Liberal Project. State-Society Relations in the Transition from Communism*. The Pennsylvania University Press, 2000.

Wylie, Gillian. « Challenging the state-socialist order: A new social movement in Poland ». *East European Politics and Societies*, automne 2001, 15 (3). p. 698-721.